



IMPACT DES ATTENTATS À LA BOMBE DU 7 JUILLET 2005 À LONDRES SUR LES COMMUNAUTÉS MUSULMANES DANS L'UE

Novembre 2005

IMPACT DES ATTENTATS À LA BOMBE DU 7 JUILLET 2005 À LONDRES SUR LES COMMUNAUTÉS MUSULMANES DANS L'UE

CLAUDE DE NON-RESPONSABILITÉ : les faits et les chiffres du présent rapport ont été compilés par le réseau des points focaux nationaux RAXEN de l'EUMC. Toute mention d'une administration, d'une organisation, d'une entreprise ou d'un individu ne saurait nullement être interprétée comme constituant une quelconque approbation de la part de l'EUMC quant à leur position ou leur capacité. Le document qui suit est fourni à titre d'information uniquement et ne saurait constituer un quelconque avis juridique.

Avant-propos

Les quatre attentats à la bombe de Londres, le 7 juillet 2005, qui ont fait plus de 50 morts et quelque 700 blessés, ont à juste titre horrifié l'opinion publique mondiale. Deux semaines après seulement, quatre autres tentatives d'attentat à la bombe suivaient qui, heureusement, n'ont pas fait de nouvelles victimes. Tous les Européens ont immédiatement ressenti une profonde empathie envers les victimes. La condamnation universelle de cet événement et la solidarité très forte affichée par les responsables européens ont montré la cohésion européenne dans ce qu'elle a de plus efficace.

Parallèlement, certains se sont inquiétés de ce que quelques individus puissent exploiter l'appartenance religieuse des poseurs de bombe pour justifier des agressions et des insultes à caractère raciste à l'encontre des membres des communautés minoritaires, en particulier à l'encontre des musulmans britanniques. Tel est le contexte dans lequel s'inscrit le présent rapport. Celui-ci confirme que dans la période ayant suivi immédiatement les attentats, une recrudescence temporaire et inquiétante des crimes inspirés par la haine religieuse a été observée dans tout le Royaume-Uni. On comprendra alors que les groupes minoritaires, et plus spécialement les musulmans de Grande-Bretagne, aient éprouvé un sentiment de vulnérabilité et des craintes pour leur sécurité. Toutefois, les perspectives à plus long terme sont plus rassurantes: la fermeté dont ont fait preuve les responsables politiques et les dirigeants communautaires dans leur condamnation des attentats et dans la défense des intérêts légitimes des musulmans a conduit à une diminution rapide de ces incidents. Conséquence de la fermeté des dirigeants politiques et communautaires, les médias dans l'UE ont témoigné d'une attitude largement positive en évitant les généralisations et en insistant sur la nécessité de ne pas faire d'amalgame entre les actes perpétrés par quelques individus et la communauté en général. De surcroît, les responsables des communautés musulmanes européennes ont réagi immédiatement et sans équivoque en condamnant les poseurs de bombe. Tous ces facteurs se sont conjugués pour faire obstacle aux incidents et aux hostilités à l'égard des minorités et pour enrayer leur montée.

Le vrai test sera de savoir si cette réaction initiale encourageante se traduira en une action à long terme efficace pour répondre aux questions plus générales qui se posent au lendemain des événements de Londres. Comment renforcer la cohésion et l'intégration dans les diverses sociétés européennes et comment lutter contre la marginalisation et la discrimination fondée sur la race, l'ethnie, la religion ou les convictions ? Les dirigeants politiques, les institutions, mais aussi les médias ont une responsabilité particulière dans la recherche de réponses à ces questions.

Notre rapport montre qu'un changement positif est possible pour peu que les conditions d'un positionnement politique clair, du soutien des institutions et de la société civile, mais aussi d'une information mesurée dans les médias, soient réunies. Déployer de tels efforts conjoints revêt une importance cruciale pour notre

travail en faveur d'une Europe de l'inclusion, qui valorise sa diversité sans se voiler les difficultés qui lui sont inhérentes. Tel est notre chemin vers l'avenir.

Beate Winkler
Directrice

Novembre 2005

Résumé analytique

Le 7 juillet 2005, quatre bombes explosaient au cœur de Londres, le matin à l'heure de pointe. Trois explosaient dans des stations de métro et la quatrième, dans un autobus. Deux semaines plus tard, le 21 juillet 2005, quatre autres attentats étaient perpétrés dans les transports en commun londoniens, mais cette fois, seuls les détonateurs explosaient sans faire de victimes. Les victimes des attentats de Londres étaient de nationalités diverses et parmi elles se trouvaient des Britanniques et des non-Britanniques, des Blancs et des non-Blancs, des musulmans et des non musulmans. Le caractère multiculturel et cosmopolite de Londres avait été l'un des arguments développés dans le cadre de la candidature de la capitale britannique à l'organisation des Jeux Olympiques de 2012. Au lendemain immédiat des attentats à la bombe, l'argument de cette diversité est devenu une cible pour certains individus, qui ont pris l'excuse de l'appartenance religieuse des poseurs de bombe pour légitimer des agressions et des insultes à caractère raciste à l'encontre des communautés minoritaires, des musulmans britanniques en particulier.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives quant à l'impact des événements de Londres sur la vie des communautés musulmanes en Europe, les rapports des points focaux nationaux indiquent que des incidents qui visaient des membres et des biens de la communauté musulmane se sont produits, mais que ces faits ont généralement été sporadiques et isolés. Selon plusieurs sources officielles et non officielles, l'analyse dans différentes régions du Royaume-Uni montre une brève recrudescence marquée du nombre d'incidents dans les jours qui ont suivi immédiatement les attentats. Le niveau relativement faible des incidents dans toute l'UE peut s'expliquer par divers facteurs et notamment par la réaction rapide des autorités, des responsables politiques et des leaders d'opinion, soutenus par les forces de police, qui se sont tous attachés à ne surtout pas faire d'amalgame entre les actes des poseurs de bombe et l'islam en général. En outre, les représentants des communautés musulmanes ont réagi fermement et immédiatement en condamnant les poseurs de bombe. Le 7 juillet a montré qu'une action ferme et coordonnée de tous les acteurs de la société est efficace. Au-delà de son inquiétude face à d'éventuels incidents antimusulmans, le gouvernement britannique a très vite fait savoir son soutien aux aspirations légitimes de la communauté musulmane. La police a clairement indiqué que les représailles à l'encontre de certains membres de la communauté musulmane seraient sévèrement réprimées. Les gouvernements et les partis politiques de tous les États membres de l'UE ont réagi aux attentats par des messages de condoléances et dans de nombreux États membres, la distinction a clairement été faite entre les poseurs de bombe et la communauté musulmane en général.

Les organisations musulmanes dans toute l'UE ont été particulièrement fermes dans leur condamnation des attentats de Londres et ont fait part de leur détermination à s'opposer au radicalisme et à la violence. Les responsables musulmans au Royaume-Uni ont réagi unanimement en condamnant les poseurs de

bombe et en insistant sur le fait que de tels actes sont contraires à l'islam. Ils ont noué un dialogue avec le gouvernement, la police et les autorités locales pour témoigner de leur soutien aux efforts visant à éradiquer le terrorisme et à éviter les représailles sur les communautés musulmanes. Les organisations musulmanes de tous les autres États membres ont condamné sans équivoque les attentats et si au Royaume-Uni, elles se sont engagées à coopérer avec la société tout entière pour éliminer toute forme d'extrémisme en leur sein, dans d'autres États membres, ces organisations ont demandé aux membres de leurs communautés de coopérer pleinement avec les autorités dans le cadre des enquêtes menées. Les autorités religieuses musulmanes de plusieurs États membres ont prononcé des *fatwa* (décrets religieux), affirmant que de tels actes sont contraires à l'islam. Au Royaume-Uni, le soutien œcuménique des représentants des communautés chrétiennes et juives a été immédiat et public.

Dans la semaine qui a suivi les attentats, les médias de tous les États membres ont abondamment commenté les faits pour en donner une vision équilibrée. Les médias britanniques ont insisté sur le fait que les auteurs des attentats n'avaient pas agi au nom de la communauté musulmane. Toutefois, lorsqu'il a été établi que ces derniers étaient des musulmans britanniques, on a observé un changement très net dans le traitement de l'actualité au Royaume-Uni, qui a alors porté sur des questions plus générales concernant les communautés musulmanes et la prévention des risques d'incidents futurs. Certains médias ont axé leurs commentaires sur la place des communautés musulmanes dans la société britannique, en particulier sur le fait que les jeunes hommes musulmans ont le sentiment d'en être rejetés. Dans d'autres États membres, les médias ont posé la question du contrôle de l'immigration tandis que d'autres s'attachaient à la radicalisation de la jeunesse musulmane en l'attribuant à l'insuffisance des processus d'intégration. Dans la plupart des cas, les médias ont soigneusement évité de faire l'amalgame entre terrorisme et religion musulmane.

Selon les rapports des points focaux nationaux, il n'a pas été observé, en règle générale, de progression significative du nombre d'incidents visant les communautés musulmanes dans la plupart des États membres, durant la période sous revue. Au Royaume-Uni cependant, le nombre d'incidents déclarés à l'encontre de membres de la communauté musulmane et de leurs lieux de culte a augmenté quasi instantanément. Dans les cinq semaines ayant suivi les attentats, la police londonienne a enregistré une forte augmentation des crimes inspirés par la haine religieuse par rapport à la même période en 2004. Ces agressions ont été dirigées en priorité contre des musulmans britanniques. Des rapports émanant d'autres régions du Royaume-Uni, y compris d'ONG, ont confirmé que les communautés musulmanes étaient devenues la cible d'une hostilité accrue à la suite des attentats de Londres. Toutefois, à l'heure où le présent rapport est rédigé, on constate globalement qu'après avoir augmenté entre le 7 juillet et le début du mois d'août, les crimes inspirés par la haine religieuse sont revenus à leur niveau de 2004. Cette progression temporaire des incidents à caractère raciste a entraîné un sentiment de vulnérabilité parmi les minorités, en particulier parmi les musulmans britanniques. La crainte de représailles s'est développée avec la recrudescence des agressions dont se sont sentis victimes les membres de la

communauté musulmane. Des musulmans ont déclaré, dans des interviews et des appels téléphoniques à des émissions, qu'ils se sentaient angoissés à l'idée de sortir dans la rue ou d'aller au travail. Diverses sources se sont fait l'écho du sentiment de «suspicion» éprouvé par les musulmans britanniques.

Les gouvernements, les services de police et les communautés musulmanes ont pris une série d'initiatives pour appuyer le suivi des incidents et l'implication de la communauté musulmane, en particulier au Royaume-Uni. Le *Muslim Council of Britain* (MCB, Conseil des musulmans de Grande-Bretagne) a inauguré un service de suivi des incidents et les autorités britanniques ont organisé plusieurs réunions avec les responsables musulmans pour élaborer une future action conjointe. Le ministère de l'intérieur britannique a lancé des consultations avec des représentants de la communauté musulmane pour élaborer des propositions visant à renforcer la cohésion et à lutter contre l'extrémisme. La réaction des autorités britanniques, des services de police et des autorités locales a montré que l'on avait tiré les leçons d'attentats similaires, liés dans l'esprit de l'opinion publique à l'islam, ainsi qu'en témoignent en particulier la ferme opposition politique à des représailles éventuelles dirigées contre les musulmans, l'engagement positif avec la communauté musulmane et le soutien des forces de police.

Il semble que dans plusieurs autres États membres de l'UE, les événements de Londres aient déclenché des initiatives en direction de la communauté musulmane, ou en aient conforté d'autres. Les responsables des communautés musulmanes ont également émis des propositions visant à intensifier le dialogue entre ces communautés et l'État ou entre les différentes communautés religieuses. Dans quelques États membres, les initiatives des pouvoirs publics visant à favoriser l'intégration des communautés musulmanes ont été accélérées.

Le présent rapport dresse l'inventaire des initiatives adoptées pour prévenir les incidents antimusulmans et prendre des engagements avec la communauté musulmane, à la suite des attentats de juillet. Il est primordial que ces initiatives s'inscrivent dans le cadre d'une politique globale de l'inclusion sociale et de mesures de lutte contre les discriminations et qu'elles fassent l'objet d'un suivi, de façon qu'elles atteignent des objectifs durables et qu'elles abordent des questions primordiales, bénéfiques pour la société tout entière. S'inspirant de ses précédents rapports sur les communautés musulmanes dans l'UE, l'EUMC présente quatre grandes conclusions visant à appuyer l'élaboration des politiques en faveur de ces communautés.

CONCLUSIONS POUR LES ÉTATS MEMBRES ET LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

1. Les gouvernements, les autorités policières, les responsables politiques et les grands leaders d'opinion doivent indiquer une direction politique déterminante, éviter les généralisations et poursuivre l'essentiel de l'excellent travail entrepris depuis les attentats de Londres. Les gestes politiques positifs concernant l'islam et l'instauration d'un dialogue avec les représentants des

communautés musulmanes – reposant sur le respect des droits de l'Homme – ne doivent pas avoir lieu seulement en période de résurgence des tensions. Ces gestes politiques permettront de fixer la ligne pour les médias et d'éviter les stéréotypes négatifs sur les musulmans.

2. Les États membres et les institutions européennes doivent encourager et favoriser la participation active des communautés musulmanes aux procédures institutionnelles d'élaboration politique et les intégrer dans des canaux de discussion plus informels à l'échelon européen, national et local. Les États membres et les institutions européennes doivent rechercher les moyens d'aider les communautés musulmanes à s'organiser par elles-mêmes par le développement institutionnel et politique.
3. Les services de police doivent encourager le signalement des incidents à caractère raciste, réagir immédiatement aux signes de tensions en multipliant les interventions de maintien de l'ordre auprès des communautés visées et assurer une aide adaptée aux victimes de crimes racistes. Le droit pénal doit considérer les motivations à caractère racial comme des circonstances aggravantes afin de garantir des procédures d'enquête complètes et une sanction appropriée des crimes de cette nature.
4. Les États membres doivent mettre en place des procédures de suivi pour évaluer les avancées en matière d'inclusion sociale et faire savoir clairement à toutes les communautés que les efforts de lutte contre les discriminations sont prioritaires. Les mesures qui vont à l'encontre de la marginalisation des communautés minoritaires doivent avoir la priorité.

Contexte historique du présent rapport

L'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) a demandé le présent rapport au lendemain immédiat des événements du 7 juillet. Ce rapport a pour objet de recueillir des faits et des chiffres sur les réactions aux attentats et sur la réponse initiale du gouvernement, des autorités policières, de la communauté musulmane et des médias, dans le but de présenter un premier tableau d'ensemble de la situation à la Communauté et à ses États membres et d'identifier les initiatives permettant de conforter la cohésion intercommunautaire.

Ce rapport fait suite aux travaux de collecte d'informations de l'EUMC concernant les attentats terroristes de New York et de Madrid et le meurtre du réalisateur néerlandais, Theo van Gogh. Les points focaux nationaux (PFN) du réseau RAXEN (European Racism and Xenophobia Network) de l'EUMC ont été invités à fournir des données préliminaires. Des rapports antérieurs ont analysé la situation des communautés juives – au printemps 2002, par exemple, lorsqu'une montée des actes antisémites avait été observée dans quelques États membres de l'UE.

Le présent rapport fait la synthèse des informations nationales transmises par les 25 points focaux nationaux et porte sur la période du 7 juillet au 25 septembre 2005 au moins, parfois au-delà. La première partie de ce rapport couvre les événements survenus au Royaume-Uni du 7 juillet au 5 octobre et s'appuie sur les informations recueillies et fournies par le point focal national. Cette partie analyse la réaction du gouvernement britannique, l'impact sur la communauté musulmane et la couverture médiatique des événements. Les données concernant le Royaume-Uni doivent être lues en regard de l'analyse comparative de la situation dans les 24 autres États membres, synthétisée dans la seconde partie du rapport.

L'EUMC reconnaît qu'il faudrait une période d'enquête plus longue pour évaluer plus précisément les effets de l'action des pouvoirs publics, des initiatives des organisations musulmanes et des services de police et l'efficacité des mécanismes intercommunautaires. L'EUMC continue de recueillir des faits et des chiffres sur la situation des communautés musulmanes dans l'UE et s'efforcera de repérer les bonnes pratiques susceptibles d'être pérennisées et de favoriser la cohésion intercommunautaire. Ses conclusions feront l'objet d'un rapport analytique complet, qui paraîtra en 2006.

Sommaire

AVANT-PROPOS	3
RESUME ANALYTIQUE	5
CONTEXTE HISTORIQUE DU PRESENT RAPPORT	9
SOMMAIRE	10
PARTIE 1	12
1. INFORMATIONS RECUEILLIES PAR LE POINT FOCAL NATIONAL DE L'EUMC AU ROYAUME-UNI	12
1.1. Introduction.....	12
1.2. ANALYSE des premières réactions du gouvernement britannique, des organisations musulmanes et des médias.....	12
1.3. Impact DES Événements de LONDRES SUR LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE	15
1.3.1. Incidents antimusulmans recensés officiellement et officieusement	15
1.3.2. Impact global sur les communautés musulmanes	18
1.3.3. Réaction immédiate du gouvernement et de la police	20
1.3.4. Réactions des communautés musulmanes britanniques aux attentats de Londres	21
1.4. ANALYSE DE LA COUVERTURE PAR LES MÉDIAS	23
1.5. Initiatives DES PRINCIPAUX ACTEURS AU Royaume-UNI (gouvernement national, autorités locales, police et communauté musulmane) POUR LUTTER CONTRE L'ISLAMOPHOBIE ET RENFORCER LA COHÉSION	24
1.5.1. Initiatives gouvernementales engagées en coopération avec la communauté musulmane à la suite des attentats	24
1.5.2. Autres initiatives gouvernementales en faveur de la cohésion intercommunautaire (engagées avant les attentats de Londres).....	27
1.5.3. Initiatives de maintien de l'ordre.....	28
1.5.4. Initiatives des autorités locales.....	29
1.6. Récit chronologique des événements qui mettent en lumière les actions et les initiatives du gouvernement, de la police, des organisations MUSULMANES et des médias	30
PARTIE 2.....	37
2. SYNTHÈSE DES RAPPORTS DES POINTS FOCALUX NATIONAUX DE L'EUMC (HORS ROYAUME-UNI)	38
2.1. Impact général des ÉVÉNEMENTS sur les communautés musulmanes dans l'UE	38
2.2. Réactions des gouvernements et des partis politiques dans l'UE.....	41
2.3. Réactions des organisations musulmanes dans l'UE	44
2.4. Les réactions des médias dans l'UE	48
2.5. EXEMPLES D'INITIATIVES DES PRINCIPAUX ACTEURS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE (gouvernement, organisations musulmanes et ONG) POUR LUTTER CONTRE L'ISLAMOPHOBIE ET RENFORCER LA COHÉSION	54
CONCLUSIONS.....	59

Partie I:

Situation de la communauté musulmane au Royaume-Uni au lendemain des attentats à la bombe du 7 juillet 2005 à Londres

1. Informations recueillies par le point focal national de l'EUMC au Royaume-Uni

1.1. INTRODUCTION

Selon les rapports des services de police et des organisations musulmanes, la communauté musulmane a été victime d'une brève recrudescence des incidents dirigés contre elle. Celle-ci a eu pour effet d'intensifier l'action et les initiatives du gouvernement, des services de police et des organisations musulmanes.

L'EUMC estime en bref que la réaction initiale du gouvernement britannique, des autorités policières, du maire de Londres et des organisations musulmanes montre que l'on a tiré les leçons des attentats similaires perpétrés dans d'autres États membres et aux États-Unis. Cette affirmation vaut en particulier pour ce qui concerne la rapidité de réaction du gouvernement, des autorités policières et des organisations musulmanes, le caractère déterminant de la direction politique affichée au niveau national et à Londres, l'engagement positif avec la communauté musulmane, le soutien œcuménique offert par les représentants religieux chrétiens et juifs et le soutien de l'opinion publique à la police.

Le rapport démontre l'importance d'un positionnement politique clair. Il établit en particulier que les décideurs politiques, les commentateurs, la société civile, les hommes politiques et une grande partie des médias ont évité les généralisations et se sont abstenus d'imputer l'acte d'une poignée d'individus à une communauté tout entière. Au contraire, la distinction a été clairement établie et l'on a cherché à coopérer avec la communauté musulmane.

1.2. ANALYSE DES PREMIÈRES RÉACTIONS DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE, DES ORGANISATIONS MUSULMANES ET DES MÉDIAS

Le gouvernement britannique a réagi dans un premier temps de deux manières. La première a été d'assimiler les attentats à la bombe de Londres à des actes terroristes et de recourir aux mesures légales et opérationnelles permettant de poursuivre fermement leurs auteurs et d'éviter que de tels événements ne se reproduisent. La seconde réaction visait à écarter le risque de représailles éventuelles sur la communauté musulmane et à veiller à ce qu'aucun amalgame ne soit fait entre les attentats à la bombe et l'islam ou les communautés musulmanes. Le gouvernement a clairement indiqué que les représailles visant la communauté musulmane (qu'il s'agisse des personnes, des biens, des entreprises, etc.) ne seraient pas tolérées et qu'elles seraient durement réprimées. La police a fait savoir qu'elle poursuivrait

fermement les auteurs de tels actes en usant de tous les moyens de droit. Le maire de Londres a réaffirmé cette stratégie.

Les responsables de la communauté musulmane ont réagi unanimement en condamnant les attentats à la bombe et en insistant sur le fait que de tels actes sont contraires à l'islam. Ainsi, Sir Iqbal Sacranie, secrétaire général du MCB (Conseil des musulmans de Grande-Bretagne), a déclaré qu'un vrai musulman ne commettrait pas de tels actes car ils sont contraires à la foi musulmane.

En règle générale, les médias ont abondamment commenté le fait que des musulmans avaient été tués lors des attentats et que les auteurs n'agissaient pas au nom de l'islam. Le 7 juillet, les médias ont diffusé des articles avertissant du risque de représailles éventuelles sur les musulmans. Or, dès qu'il est apparu que les poseurs de bombe étaient nés au Royaume-Uni, on a observé un changement très net dans la nature des articles, au profit des questions d'intégration et de radicalisation des membres de la communauté musulmane au Royaume-Uni. Les informations relatées par quelques médias sur l'octroi de la nationalité britannique à plusieurs suspects du 21 juillet et la situation de certains extrémistes religieux non britanniques résidant au Royaume-Uni ont élargi le débat aux questions de l'immigration, au statut de résident et à la législation sur les droits de l'Homme.

Une progression du nombre d'incidents à l'encontre de membres de la communauté musulmane ou de personnes supposées musulmanes a été observée pratiquement immédiatement après les attentats. Ce constat résulte aussi de pratiques de recensement très sophistiquées dans les services de police britanniques et dans le droit pénal britannique en matière d'infractions à motivation raciale et religieuse.¹ La police londonienne (Metropolitan Police, MET) a enregistré une forte progression des crimes inspirés par la haine religieuse à Londres, la plupart des affaires étant répertoriées comme des agressions verbales ou des agressions physiques mineures visant la communauté musulmane, et l'on a observé également des atteintes à des biens et à des mosquées. Cependant, il se peut qu'un recensement plus efficace des infractions à caractère religieux, distinct du recensement des infractions à caractère raciste, ait contribué à la hausse observée par rapport à 2004. Le nombre total des crimes inspirés par la haine a augmenté à Londres de 5% depuis les événements des 7 et 21 juillet (chiffres MET au

¹ Le Royaume-Uni a mis en place un arsenal pénal complet pour classer, recenser et punir les infractions aggravées par des motifs raciaux ou religieux. La loi de 1998 sur les atteintes à l'ordre public (*Crime and Disorder Act 1998*, pour les infractions aggravées par des motifs raciaux) et la loi de 2001 relative à l'antiterrorisme, à la criminalité et à la sécurité (*Anti-Terrorism, Crime and Security Act 2001*, pour les infractions aggravées par leur caractère antireligieux) ont introduit neuf nouvelles infractions à motivation raciale et religieuse. Ainsi, chaque fois qu'un délit, comme une tentative de voies de fait ou un préjudice passible d'une sanction pénale, est caractérisé par des motifs à caractère racial ou religieux, le tribunal peut infliger une peine supérieure. S'agissant d'autres infractions, la loi de 2000 réglementant les pouvoirs de décision des juridictions pénales (condamnations – *Powers of Criminal Courts [Sentencing] Act 2000*) introduit l'obligation pour les tribunaux de prendre en compte la motivation à caractère racial ou religieux dans la condamnation. La loi de 2003 sur la justice pénale (*Criminal Justice Act 2003*) étend ce principe aux infractions motivées par l'orientation sexuelle ou le handicap. La loi de 2001 relative à l'antiterrorisme, à la criminalité et à la sécurité porte la peine maximale pour incitation à la haine raciale à sept ans d'emprisonnement.

18 octobre). Le Conseil pour l'égalité des races du sud-est du Pays de Galles (SEWREC) a déclaré qu'il avait observé une hausse «très forte» du nombre d'incidents depuis les attentats de Londres, qui sont passés d'une dizaine par mois à plus d'une trentaine en tout juste deux semaines. Des temples sikhs ont été également visés. Des rapports émanant d'autres régions du Royaume-Uni, y compris d'ONG, ont confirmé que les communautés musulmanes étaient devenues la cible d'une hostilité accrue immédiatement après les attentats de Londres. Le MCB (Conseil des musulmans de Grande-Bretagne) a mis en place un service de suivi des incidents antimusulmans. Les services de police ont réagi rapidement et immédiatement en intensifiant les opérations de maintien de l'ordre auprès des communautés vulnérables et en mettant en place une politique de communication claire, dont l'objet est de rassurer les minorités visées et de dissuader les éventuels auteurs d'actes d'agression. En octobre 2005, le nombre des crimes inspirés par la haine est revenu à un niveau comparable à celui de 2004, après la progression constatée au lendemain immédiat des attentats.

Dès les premiers signes d'éventuelles représailles sur la communauté musulmane, un incendie volontaire dans une mosquée à Leeds et dans un temple sikh dans le Kent ayant été signalés, le ministre de l'intérieur britannique Charles Clarke a rencontré des responsables religieux. Plus tard, le gouvernement a inauguré une série de rencontres d'été avec des représentants de la communauté musulmane de tout le pays, afin de s'engager dans un dialogue renforcé et d'élaborer l'action future. Sept groupes de travail ont été constitués pour élaborer des propositions sur les moyens de traiter l'exclusion et la radicalisation par la racine et examiner des questions touchant à l'intégration et à la cohésion.

Les informations fournies par le ministère de l'intérieur à l'EUMC réaffirmaient la détermination des pouvoirs publics à lutter contre les représailles éventuelles sur les communautés minoritaires :

«Le gouvernement, les services de sécurité, la police, les autorités locales et les organisations communautaires, ainsi que la Commission pour l'égalité des races (*Commission for Racial Equality* - CRE) ont continué à travailler main dans la main et continueront à le faire pour garantir en cette période la sûreté et la sécurité de toutes les communautés et pour rassurer celles qui pourraient se sentir particulièrement exposées. Toute infraction devra être signalée à la police. La réaction aux crimes à motivation raciale ou religieuse sera ferme à tous les niveaux. Les services de police sont conscients de la nécessité de rassurer les communautés qui pourraient être visées et sont en contact direct avec les responsables communautaires».

1.3. IMPACT DES ÉVÉNEMENTS DE LONDRES SUR LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE

1.3.1. Incidents antimusulmans recensés officiellement et officieusement

- a) À Londres, la **Police métropolitaine** (MET) a enregistré une forte progression des **crimes inspirés par la haine religieuse**², ainsi qu'il ressort du tableau ci-après. Selon Tarique Ghaffur³, directeur adjoint de la police londonienne, la plupart des affaires ont été répertoriées comme des agressions verbales ou des agressions physiques mineures visant la communauté musulmane, même si certaines atteintes à des biens et à des mosquées ont également été observées. Cependant, il se peut qu'un recensement plus efficace des crimes à motivation religieuse indépendamment des crimes à caractère raciste ait contribué à la hausse observée par rapport à 2004.

Le nombre total des crimes motivés par la haine a augmenté à Londres de 5% depuis les événements des 7 et 21 juillet (chiffres MET au 18 octobre), tandis que dans l'ensemble, le nombre total des infractions, depuis le début de l'année jusqu'à ce jour, est en baisse de 4% (soit 346 infractions de moins).⁴

Legende :

16 Week Hate & Faith Crime Comparisons – 2004 vs 2005: Évolution comparée sur 16 semaines des crimes inspirés par la haine et par la haine religieuse – Comparaison entre 2004 et 2005

w/c :

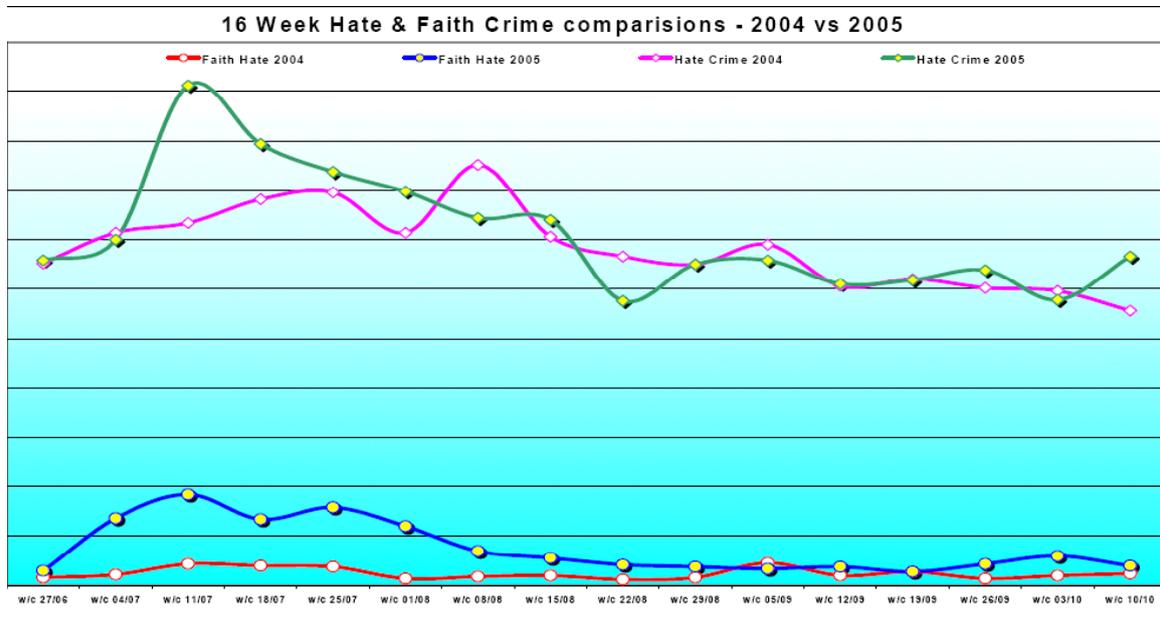
Faith Hate: crimes inspirés par la haine religieuse

Hate Crime: crimes inspirés par la haine

² Politique en matière de crimes inspirés par la haine du MPS (Service de la Police métropolitaine): les incidents impliquant des crimes inspirés par la haine correspondent à des crimes signalés et identifiés comme étant à caractère religieux, racial, antisémite, antimusulman et homophobe. Les crimes à motivation religieuse sont une sous-catégorie des crimes identifiés spécifiquement comme inspirés par la haine à l'encontre d'une religion. Le chiffre des crimes inspirés par la haine englobe toutes ces infractions et notamment celles liées à l'identité sexuelle ou au handicap.

³ Pour plus de détails, voir http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/england/london/4740015.stm (04/08/05)

⁴ Communities Together Information Bulletin Number 55, du 18 octobre 2005 à 15 h (disponible sur http://www.met.police.uk/communities_together/index.htm)



Date	Faith Hate 2004	Faith Hate 2005	Hate Crime 2004	Hate Crime 2005
w/c 30/05	9	15	379	325
w/c 06/06	13	19	418	318
w/c 13/06	10	21	337	323
w/c 20/06	14	16	334	370
w/c 27/06	8	15	326	329
w/c 04/07	11	68	357	350
w/c 11/07	22	92	367	506
w/c 18/07	20	67	391	447
w/c 25/07	19	79	398	419
w/c 01/08	7	60	357	399
w/c 08/08	9	35	426	372
w/c 15/08	10	28	353	370
w/c 22/08	6	21	333	288
w/c 29/08	8	19	325	325
w/c 05/09	23	17	345	329
w/c 12/09	10	19	303	305
w/c 19/09	14	14	310	309
w/c 26/09	7	22	301	319
w/c 03/10	10	30	298	289
w/c 10/10	12	20	278	333

- b) La presse a commenté cette hausse des chiffres des crimes inspirés par la haine, parfois en faisant la confusion entre les crimes inspirés par la haine religieuse et les autres crimes racistes.
- *The Independent* 3/8/05 : «*Race-hate crimes surge in London*» (Brusque remontée des crimes inspirés par la haine raciale à Londres)⁵.
 - **Écosse:** *The Scotsman*, «*Scottish race hate crimes soar after bombs*» (Montée en flèche des crimes inspirés par la haine raciale en Écosse après les attentats de Londres) 4/8/05⁶.
 - *BBC News* 4/8/05 : «*Race attacks show 'low' increase*» (Les agressions racistes en «légère» augmentation)⁷.
- c) **Liverpool** : Le nombre d'agressions à caractère racial ou religieux a progressé de façon significative dans le Merseyside depuis les attentats de Londres. Les nouveaux chiffres disponibles montrent que plus de 200 appels ont été passés au service d'écoute de l'unité de surveillance des phénomènes racistes du Merseyside (*Merseyside Racial Monitoring Unit*) dans les six semaines qui ont suivi le 7 juillet, par rapport à 48 au cours des six semaines précédentes. Le nouveau service de signalement des actes de harcèlement raciste de la municipalité de Liverpool a lui aussi constaté une progression des appels⁸.
- d) Le réseau d'information de *l'Institute for Race Relations* (IRR) recense habituellement des données provenant de tout le Royaume-Uni⁹. Ainsi que le révèlent les chiffres, les incidents ont commencé pratiquement dès qu'il est apparu évident que les attentats du 7 juillet étaient liés au terrorisme et avant que leurs auteurs aient pu être identifiés. Des incidents de cette nature ont été signalés dans tout le pays pendant la période sous revue¹⁰.

⁵ Peut être consulté sur:
<http://webmail.warwick.ac.uk/servlet/webacc?merge=linkurl&Url.linkText=http%3a%2f%2fwww%2efindarticles%2ecom%2fp%2farticles%2fmi%5fq%4158%2fis%5f20050803%2fai%5fn14826153%2fprint>

⁶ Voir:
<http://webmail.warwick.ac.uk/servlet/webacc?merge=linkurl&Url.linkText=http%3a%2f%2fthes%2fcotsman%2escotsman%2ecom%2fprint%2ecfm%3fid%3d1725512005>

⁷ Voir:
<http://webmail.warwick.ac.uk/servlet/webacc?merge=linkurl&Url.linkText=http%3a%2f%2fnews%2ebbc%2eco%2euk%2f1%2fhi%2fscotland%2f4743159%2estm>

⁸ Voir:
<http://www.monitoring-group.co.uk/this%20week/four-fold%20increase%20in%20mersey%20racist%20attacks.htm> (07/10/2005)

⁹ Tous les chiffres détaillés recueillis par l'IRR peuvent être consultés sur:
<http://www.irr.org.uk/2005/july/ha000017.html> (28/07/05), et sur les sites suivants:
<http://www.irr.org.uk/2005/july/ha000013.html> (21/07/05),
<http://www.irr.org.uk/2005/july/ak000008.html> (14/07/05)

¹⁰ Une liste plus récente peut être consultée sur:
http://www.irr.org.uk/pdf/all_racial_violence_4.doc (05/10/05)

- e) Les chiffres de la **police du nord du Pays de Galles** montrent une augmentation importante du nombre d'incidents à caractère raciste au Pays de Galles depuis les attentats du 7 juillet à Londres¹¹.
- f) Le **SEWREC (Conseil pour l'égalité des races du sud-est du Pays de Galles)** a déclaré qu'il avait observé une hausse «très forte» du nombre d'incidents depuis les attentats de Londres, qui sont passés d'une dizaine par mois à plus d'une trentaine en tout juste deux semaines¹².
- g) Quant au *Monitoring Group* (Groupe de suivi), il publie continuellement des statistiques sur les incidents à caractère raciste¹³ et il a préparé une synthèse des agressions et événements racistes au lendemain immédiat des attentats de Londres (entre le 7 et le 20 juillet 2005)¹⁴. Il convient de noter que des agressions ont également eu lieu contre des temples sikhs¹⁵.

Comme pour les autres statistiques sur les crimes racistes, le nombre réel d'agressions et d'insultes est certainement nettement supérieur. C'est ce qu'indiquent, par exemple, les résultats d'une enquête MORI pour le compte de la municipalité londonienne (*Greater London Authority*), qui repose sur un échantillon représentatif de 1 002 sondages téléphoniques réalisés du 22 au 26 septembre¹⁶. Seules 11% des personnes ayant été victimes d'un incident à caractère raciste (98) ont déclaré l'avoir signalé à la police. S'agissant des conditions qui inciteraient au signalement, les affirmations ci-après sont celles qui recueillent le plus d'adhésion:

1. «Si vous étiez certain(e) que cela ferait une différence» (25%),
2. «Si vous étiez certain(e) que la police serait plus solidaire des Noirs et des minorités ethniques» (21%),
3. «Si vous étiez certain(e) que la police vous prendrait au sérieux» (20%).

1.3.2. Impact global sur les communautés musulmanes

Le jour même des attentats de Londres et plus largement encore le lendemain, les médias ont commencé à évoquer la possibilité de représailles sur la communauté musulmane.¹⁷ Les médias ont indiqué que des membres de cette communauté se

¹¹ Voir chiffres complets sur http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/wales/4726355.stm

¹² Voir chiffres complets sur http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/uk_news/wales/south_east/4704593.stm (22/07/05)

¹³ Des exemples sont disponibles sur:

http://www.monitoring-group.co.uk/News%20and%20Campaigns/this_months_news_stories.htm et sur:

http://www.monitoring-group.co.uk/this%20week/racist_graffiti_leicester.htm (07/10/2005)

http://www.monitoring-group.co.uk/this%20week/after_7_7/after_the_london_bombing.htm

¹⁴ Voir chiffres complets sur <http://www.blink.org.uk/pdescription.asp?key=8030&grp=44>

¹⁵ Résultats complets du sondage sur:

http://www.london.gov.uk/mayor/consultation/docs/sep05_poll.pdf

¹⁷ Le *Guardian* du 8 juillet: «*Muslim leaders fear backlash*» (Les responsables musulmans redoutent des représailles). <http://www.guardian.co.uk/terrorism/story/0,12780,1524173,00.html>.

sentiment angoissés à l'idée de sortir dans la rue ou d'aller au travail. La crainte de représailles a été évoquée dans des interviews avec certains d'entre eux¹⁸. Diverses sources se sont fait l'écho du sentiment de «suspicion» éprouvé par les musulmans britanniques et de leur crainte d'être visés en tant que poseurs de bombe présumés. Ainsi, Lord Ahmed, membre travailliste musulman de la Chambre des Lords, a déclaré que de nombreux musulmans du nord de l'Angleterre pensaient qu'ils pouvaient être victimes d'une erreur d'identité de la part de la police armée, comme l'a été Jean Charles de Menezes¹⁹, abattu par erreur. De nombreux commentateurs ont fait un parallèle avec la recrudescence des sentiments et des incidents antimusulmans au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 et des inquiétudes après les attentats de Madrid, en mars 2004.

Il est évident qu'après avoir été pris pour acquis pendant de longues années, le multiculturalisme fait débat au Royaume-Uni, après que Trevor Phillips, président de la Commission pour l'égalité des races, a fait observer qu'il fallait veiller davantage à l'intégration des minorités.

Un sondage MORI réalisé pour la BBC les 8 et 9 août indique que les attentats du 7 juillet n'ont pas donné lieu à une poussée de l'intolérance raciale²⁰. Le sondage a révélé que sur les 1 004 personnes interrogées²¹, 62% ont déclaré que le multiculturalisme fait de la Grande-Bretagne «un pays plus agréable à vivre». Toutefois, 32% estiment qu'il «menace la manière de vivre des britanniques» et 54% pensent que «certaines régions du pays ne se sentent plus du tout britanniques à cause de l'immigration». L'écrasante majorité des musulmans (89%) se déclarent fiers lorsqu'une équipe nationale britannique gagne dans une compétition internationale, un chiffre équivalent à celui de la population nationale. Les résultats de cette enquête indiquent que les musulmans sont d'accord, dans les mêmes proportions que les non musulmans, pour estimer que les immigrés doivent apprendre l'anglais et accepter de se soumettre à l'autorité des institutions britanniques. Enfin, selon l'enquête, 74% des musulmans pensent que la Grande-Bretagne doit expulser ou exclure les étrangers qui encouragent le terrorisme, ce pourcentage étant de 91% dans la population tout entière.

Le dernier sondage MORI, effectué entre les 22 et 26 septembre 2005 pour le compte de la municipalité de Londres, montre que 64% des Londoniens sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle «le multiculturalisme fait de Londres une ville plus agréable à vivre»²². 56% des personnes interrogées se déclarent en faveur

L'*Independent* du 8 juillet: «*Muslims told not to travel as retaliation fears grow*» (Les musulmans sont invités à ne pas se déplacer par crainte de représailles).

http://news.independent.co.uk/uk/this_britain/article297652.ece

¹⁸ L'*Independent* du 12 juillet: «*Muslim leaders warn of mounting Islamophobia after attacks on mosques*» (Les responsables musulmans mettent en garde contre une montée de l'islamophobie après les attaques dirigées contre des mosquées).

<http://news.independent.co.uk/uk/crime/article298513.ece>

¹⁹ Voir http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/4714027.stm (25/07/05)

²⁰ Voir <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/4137990.stm> (12/08/05) pour plus de détails.

²¹ L'enquête a porté sur un échantillon de 1 004 personnes au Royaume-Uni. Une enquête accélérée auprès de 204 musulmans britanniques a été menée à des fins de comparaison.

²² http://www.london.gov.uk/mayor/consultation/docs/sep05_poll.pdf

de l'interdiction de toute forme de discrimination fondée sur la religion, tandis que 22% s'y opposent. 77% des personnes interrogées se disent satisfaites de la manière dont la police londonienne a réagi aux attentats à la bombe. Dans le même sondage, 10% des interrogés déclarent avoir été victimes, eux-mêmes ou un de leurs parents/proches, d'actes d'hostilité ou d'insultes au motif de leur appartenance raciale ou religieuse.

Selon une étude psychologique²³ publiée dans la version en ligne du *British Medical Journal*, il ressort que les résidents musulmans se sont sentis, de loin, beaucoup plus fortement stressés par les attentats que le reste de la population londonienne. Ainsi, 61% des musulmans empruntant tous les jours les transports londoniens ont souffert d'un stress considérable dans les jours qui ont suivi les premiers attentats dans le réseau de transport de la capitale – soit presque deux fois plus que les autres résidents londoniens. L'étude a été réalisée avant la seconde vague d'attentats du 21 juillet 2005.

1.3.3. Réaction immédiate du gouvernement et de la police

Le gouvernement britannique a réagi rapidement en annonçant clairement que les représailles visant la communauté musulmane (qu'il s'agisse des personnes, des biens, des entreprises, etc.) ne seraient pas tolérées et qu'elles seraient durement réprimées. La police a fait savoir qu'elle poursuivrait fermement les auteurs de tels actes en usant de tous les moyens de droit.

Dans sa déclaration à la suite des attentats du 7 juillet, le Premier ministre Tony Blair s'est explicitement félicité de la déclaration du conseil des musulmans de Grande-Bretagne et a fait une distinction très claire entre les poseurs de bombe et la communauté musulmane en général²⁴. Dans les jours qui ont suivi, le Premier ministre a tenu plusieurs réunions avec les responsables de la communauté musulmane afin de recueillir leur point de vue sur les événements.

Le ministère de l'intérieur a mis en place un site web spécial, qui propose des liens utiles vers divers services d'information (et décrit les procédures d'urgence, les moyens de prendre contact confidentiellement, les renseignements utiles dans le cadre des enquêtes en cours, les mesures adoptées par le gouvernement pour lutter contre le terrorisme, etc.)²⁵. Le ministre de l'intérieur Charles Clarke a également fait part de son inquiétude quant au langage parfois utilisé dans les médias et a invité ces derniers à ne pas attiser les tensions intercommunautaires.

Les médias ont indiqué que dans les quelques heures qui ont suivi les attentats, les forces de police de tout le pays ont reçu des conseils de la part de l'association des chefs de police (*Association of Chief Police Officers*, ACPO) sur la manière d'éviter les représailles. Les policiers étaient supposés entrer en contact avec les

²³ Voir <http://www.irna.ir/en/news/view/line-22/0508267923182323.htm> (26-08-05)

²⁴ <http://www.number-10.gov.uk/output/Page7858.asp>

²⁵ Ces informations peuvent être consultées sur <http://www.homeoffice.gov.uk/terrorism>

«communautés vulnérables»²⁶. La police londonienne a pris contact avec des organisations musulmanes et a multiplié les patrouilles au sein des communautés visées, et notamment autour des mosquées²⁷. Dans un communiqué de presse du 8 juillet, l'ACPO faisait remarquer: «Il nous faut être clairs sur un point: les gens qui ont perpétré ces actes sont des criminels. Qu'ils cherchent ou non à justifier leurs actes en se réclamant de la religion, ils ont bel et bien commis un assassinat collectif. Aucune religion ne défend les actes de ce type. Il est donc absolument fondamental qu'il n'y ait pas de représailles exercées sur de quelconques éléments de la communauté musulmane. Tout acte de représailles ne ferait que faire le jeu des assassins. Parallèlement aux mesures de prévention qu'elle prendra, la police réprimera sévèrement les actes de ce type»²⁸.

Parmi les réactions des autorités locales, celles de la municipalité londonienne, et plus précisément du maire de Londres, Ken Livingstone, sont les plus remarquables. Louant le cosmopolitisme de Londres, Ken Livingstone, dans une déclaration du 7 juillet, mettait l'accent sur le fait que des membres appartenant à des communautés minoritaires figuraient au nombre des victimes et déclarait que les attentats «visaient des Londoniens ordinaires de la classe ouvrière, des Blancs, des Noirs, des musulmans, des chrétiens, des hindous, des juifs, des jeunes et des vieux»²⁹. À la suite des attentats, le maire a soutenu la campagne publicitaire de Londres intitulée «7 millions de Londoniens, un seul Londres», qui défend l'unité des diverses communautés de la ville et appelle les Londoniens à «ne pas se laisser diviser par des actes de terrorisme»³⁰. L'Assemblée de Londres adoptait une motion le 12 juillet, condamnant les attentats tout en réaffirmant son attachement à la diversité de Londres («S'unir pour protéger les communautés de Londres») ³¹.

Les représentants de toutes les fractions parlementaires ont condamné un tract de campagne du parti nationaliste britannique, le BNP (ce dernier s'était illustré le 9 juillet par une photo montrant une vue aérienne du bus détruit par la bombe, dont la légende disait: «Il est peut-être temps de commencer à écouter le BNP»).

1.3.4. Réactions des communautés musulmanes britanniques aux attentats de Londres

La réaction d'un grand nombre d'organisations musulmanes³² a été immédiate³³. En moins d'une heure, certaines ont livré des déclarations condamnant les attentats.

²⁶ <http://www.guardian.co.uk/attackonlondon/story/0,,1524226,00.html>

²⁷ Brian Paddick, directeur adjoint de la police londonienne, lors d'une conférence de presse le 10 juillet. <http://cms.met.police.uk/met/layout/set/print/content/view/full/1263>

²⁸ http://www.acpo.police.uk/pressrelease.asp?PR_GUID={2552488E-0254-4637-BD5D-8ACC8D856F0F}

²⁹ http://www.london.gov.uk/view_press_release.jsp?releaseid=5306

³⁰ Voir <http://www.london.gov.uk/onelondon/>

³¹ http://www.london.gov.uk/view_press_release_a.jsp?releaseid=5326

³² Parmi celles-ci, citons figuraient notamment les suivantes: Muslim Council of Britain, Union of Muslim Organisations of UK & EIRE, Muslim Council of Britain & Churches Together in Britain & Ireland, National Assembly Against Racism and Muslim Council of Britain, Muslim Association of Britain, The Islamic Society of Britain, Lancashire Council of Mosques, Council

Des responsables ont également insisté sur le fait que ces actes n'étaient pas le fait de vrais musulmans. Sir Iqbal Sacranie, secrétaire général du conseil des musulmans de Grande-Bretagne, a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'un problème de l'islam car quiconque est un vrai croyant musulman ne commettrait pas de tels actes puisqu'ils sont contraires à l'islam³⁴. S'exprimant au nom de l'union des organisations musulmanes du Royaume-Uni et d'Irlande (Union of Muslim Organisations of UK & EIRE), Sayed Aziz Pasha a proposé son «aide aux autorités pour éradiquer le terrorisme du sol britannique». Le 18 juillet, plus de 500 responsables religieux musulmans britanniques prononçaient une fatwa intitulée «Pas en notre nom», dans laquelle ils condamnaient les attentats de Londres comme étant contraires aux enseignements de l'islam et exprimaient leur détermination à «œuvrer avec la société tout entière pour éliminer tous les ferments de l'extrémisme en Grande-Bretagne»³⁵. Islamic Relief Worldwide, une association caritative internationale d'aide au développement dont le siège est en Grande-Bretagne, a fait un don au fonds de secours spécialement créé par le maire de Londres et la Croix Rouge britannique pour venir en aide aux victimes des attentats et à leurs familles (London Bombings Relief Charitable Fund)³⁶.

Lors de leurs rencontres avec le Premier ministre Tony Blair, le ministre de l'intérieur Charles Clarke et le directeur de la MET Sir Ian Blair, de hauts dignitaires religieux musulmans ont dit leur détermination à lutter contre les violences extrémistes dans leurs communautés et à coopérer aux efforts de lutte antiterrorisme³⁷.

Dans le même temps, toutes les grandes organisations musulmanes alertaient contre le risque d'éventuelles représailles dirigées contre les musulmans, rappelant des faits analogues après les attentats du 11 septembre 2001 et de Madrid, le 11 mars 2004. Une note sur le site web de la commission musulmane des droits de l'Homme (*Islamic Human Rights Commission, IHRC*) du 7 juillet mettait en garde les musulmans contre tout déplacement inutile et les exhortait à prendre des précautions par crainte de représailles. Dans une communication adressée le 11 juillet aux imams britanniques et aux organisations musulmanes, le MCB incitait les musulmans à dénoncer immédiatement tout acte ou insulte à caractère islamophobe auprès de la police locale et informait la communauté que la police

of Indian Muslims UK, Anjuman-e-Ja'fariyya Shia Ithna Ashari Muslim Community of Watford, Harrow Islamic Centres & Mosques, Muslim Charity Interpal, Stop Political Terror Coalition, Bristol Muslim Cultural Society, Hizb ut-Tahrir Britain, The Muslim Jewish Forum of North London, UK Islamic Mission, Welfare Trust International, Liberal Democrat Muslims Forum, Muslim Welfare House, Da'watul Islam UK & Eire, Federation of Student Islamic Societies (FOSIS), AhlulBayt Islamic Mission UK, Islamic Foundation, The National Association of British Arabs, Kashmiri and Pakistani Professionals Association, Délégué général de la Palestine auprès du Royaume-Uni, International Forum for Islamic Dialogue, East London Mosque et Islamic Forum Europe (IFE), Oldham Mosques Council, Friends of Al-Aqsa, Worthing Islamic Society, etc.

³³ <http://www.muslimnews.co.uk/paper/index.php?article=2051> (01/08/05)

³⁴ Voir <http://www.muslimnews.co.uk/news/news.php?article=9550> (14/07/05)

³⁵ http://www.iccuk.org/downloads/muslims_for_britain_campaign_guardian_final.pdf

³⁶ http://www.london.gov.uk/view_press_release.jsp?releaseid=5384

³⁷ L'*Independent* donne la liste des responsables musulmans ayant participé aux réunions avec les autorités et la police: <http://news.independent.co.uk/uk/crime/article300345.ece>

avait multiplié les patrouilles dans le but de les rassurer et de les protéger³⁸. Le 25 juillet, le MCB inaugurait un service de suivi des incidents, avec la mise en place d'un numéro d'urgence pour que «la communauté bénéficie de l'aide et de la protection pleines et entières des services de répression et des autres services de l'État»³⁹.

1.4. ANALYSE DE LA COUVERTURE PAR LES MÉDIAS

Au lendemain du 7 juillet, la presse a d'une manière générale abondamment commenté les événements de façon équilibrée et objective, notamment en braquant les projecteurs sur les musulmans figurant parmi les victimes des bombes⁴⁰.

Dès le 7 juillet, les quotidiens diffusaient des articles alertant contre un risque possible de représailles sur la communauté musulmane, suivis par d'autres se faisant largement l'écho de la recrudescence des crimes inspirés par la haine à l'encontre des musulmans dans les semaines suivantes⁴¹.

Toutefois, dès qu'il est apparu que les poseurs de bombe étaient nés au Royaume-Uni, on a observé un changement très net dans la nature des articles au profit des questions d'intégration et de radicalisation des membres de la communauté musulmane au Royaume-Uni. Les informations relatées par certains médias sur l'octroi de la nationalité britannique à certains suspects du 21 juillet, sur la situation de certains extrémistes religieux non britanniques résidant au Royaume-Uni, qui se servent de l'islam pour propager la haine, et sur la protection que leur accorde la législation britannique sur les droits de l'Homme, ont élargi le débat aux questions de l'immigration, au statut de résident et à la législation sur les droits de l'Homme. Certains médias ont ciblé leurs commentaires sur la trahison et sur l'ingratitude vis-à-vis de la société d'accueil à propos de deux des suspects arrêtés pour les tentatives d'attentats du 21 juillet. L'attention s'est également tournée vers les communautés musulmanes et les «leaders communautaires». Les principales questions soulevées portaient sur la crédibilité de certains de ces leaders et sur les moyens possibles pour empêcher de jeunes kamikazes de perpétrer de tels actes à l'avenir.

La communauté musulmane et d'autres ont craint, à un moment donné, que les informations relatées exacerbent la situation. Dans une communication du 11 juillet 2005 aux imams britanniques et aux organisations musulmanes, le secrétaire général du MCB, Sir Iqbal Sacranie, a critiqué certains médias en leur

³⁸ Le courrier du MCB peut être consulté sur http://www.mcb.org.uk/sh_11july.pdf

³⁹ http://www.mcb.org.uk/mcbdirect/feature.php?ann_id=1068

⁴⁰ L'exemple le plus frappant est celui de l'*Independent* du 9 juillet, qui consacrait la une aux victimes musulmanes et titrait «Shahara Akther Islam avait 20 ans, c'était une musulmane dévote, elle avait toute la vie devant elle».
http://news.independent.co.uk/uk/this_britain/article297924.ece

⁴¹ Voir notamment le *Guardian* du 8 juillet, «Les leaders musulmans craignent des représailles».
<http://society.guardian.co.uk/emergencyplanning/story/0,,1524166,00.html>

reprochant de diffuser une «propagande islamophobe» et les a informés qu'à la demande du MCB, le ministre de l'intérieur avait écrit aux rédactions pour leur demander d'afficher plus de retenue⁴².

En règle générale toutefois, le traitement de l'information est resté impartial. On a observé une tendance notable à rendre compte des incidents survenus dans tout le Royaume-Uni. Des exemples de médias, se faisant l'écho de musulmans modérés et donnant aux victimes d'islamophobie l'opportunité d'exprimer leurs points de vue et leurs inquiétudes, ont également été rapportés.

Des journaux comme le *Guardian* et l'*Independent* ont publié des articles de réflexion au lendemain des attentats à la bombe et ont interviewé activement de nombreuses personnes en leur donnant l'occasion d'exprimer (de façon modérée) leurs préoccupations⁴³. Ainsi, un rapport intitulé «*Mistaken Identity*» (Erreur d'identité) a examiné les répercussions de ces événements sur les populations asiatiques non musulmanes, notamment sur les Sikhs et les hindous. L'un des problèmes soulevés en particulier a été de savoir comment ces asiatiques non musulmans avaient été victimes de crimes inspirés par la haine raciale⁴⁴.

1.5. INITIATIVES DES PRINCIPAUX ACTEURS AU ROYAUME-UNI (gouvernement national, autorités locales, police et communauté musulmane) POUR LUTTER CONTRE L'ISLAMOPHOBIE ET RENFORCER LA COHÉSION

1.5.1. Initiatives gouvernementales engagées en coopération avec la communauté musulmane à la suite des attentats

Deux initiatives ont été prises dans le but de discuter de l'action ultérieure, dans le prolongement d'une réunion au sommet organisée le 20 juillet sous l'égide du Premier ministre et du ministre de l'intérieur, à laquelle étaient conviés de hauts responsables musulmans:

- les ministres adjoints à l'intérieur (*Home Office Ministers*) ont tenu plusieurs réunions de concertation durant l'été avec des représentants de la communauté musulmane et d'autres communautés dans tout le pays, afin d'entendre leurs points de vue et leurs préoccupations;
- le ministre de l'intérieur (*Home Secretary*) a mis en place sept groupes de travail, composés de responsables de la communauté musulmane, d'intellectuels musulmans et de fonctionnaires du ministère de l'intérieur,

⁴² Voir le courrier du MCB sur http://www.mcb.org.uk/sh_11july.pdf

⁴³ Par exemple, <http://news.independent.co.uk/uk/crime/article304283.ece>

⁴⁴ Voir <http://www.guardian.co.uk/race/story/0,11374,1562862,00.html> (07/10/2005)

chargés d'élaborer des propositions pour renforcer la cohésion et lutter contre l'extrémisme.

Ces réunions d'été ont été placées sous la présidence des ministres de l'intérieur Hazel Blears et Paul Goggings. Les autorités policières, les membres des communautés religieuses et les parlementaires locaux ont été invités à y participer. Chaque réunion était consacrée à des sujets comme l'implication des jeunes et des femmes, la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation, la sécurité et le maintien de l'ordre, la formation et l'accréditation des imams et le rôle des mosquées, ainsi que l'éducation⁴⁵. Selon Hazel Blears, ces réunions ont permis de discuter avec les responsables et les militants musulmans de la «manière dont le gouvernement peut travailler en partenariat avec la communauté musulmane pour lutter contre le terrorisme»⁴⁶. Elles ont conduit à formuler plusieurs suggestions en faveur d'une analyse des causes des attentats de Londres, de l'enseignement de la citoyenneté dans les écoles coraniques et des plaintes dénonçant l'islamophobie dans les médias.

Complétant ce processus de consultation, les sept groupes de travail mis en place par le gouvernement ont débattu des questions suivantes:

1. l'engagement avec les jeunes,
2. la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation,
3. le soutien aux initiatives locales et régionales et aux actions des communautés,
4. l'engagement avec les femmes,
5. la formation et l'accréditation des imams et le rôle des mosquées comme centres de ressources pour toute la communauté,
6. la mise en place de divers services éducatifs au Royaume-Uni susceptibles de répondre aux besoins de la communauté musulmane,
7. la sécurité, l'islamophobie, la protection des musulmans contre l'extrémisme et la confiance dans le maintien de l'ordre.

Le 22 septembre 2005, les groupes de travail ont remis les propositions ci-dessous, qui ont reçu un accueil particulièrement favorable de la part du ministère de l'intérieur britannique⁴⁷:

- création d'un conseil consultatif national des imams et des mosquées, dont la mission serait de conseiller les mosquées sur les moyens de se prémunir contre leur utilisation par des extrémistes, de réduire leur dépendance à l'égard des ministres du culte étrangers, de fixer des normes et de renforcer la cohésion et les capacités de cohésion et de direction des imams;
- création d'un forum national contre l'extrémisme et l'islamophobie: cette initiative indépendante proposerait régulièrement un espace d'échanges à

⁴⁵ <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/4731871.stm> (31-07-05)

⁴⁶ Voir Hazel Blears, rapport des réunions locales sur: <http://www.hazelblears.labour.co.uk/ViewPage.cfm?Page=6810> (6/10/2005)

⁴⁷ Des précisions peuvent être obtenues sur [URL correcte, en dépit de la faute d'orthographe dans le libellé de l'adresse] <http://www.homeoffice.gov.uk/about-us/news/tackling-extremism> (07/10/2005)

divers acteurs de la communauté musulmane britannique pour traiter de questions relatives à la lutte contre l'islamophobie et l'extrémisme, qui ont des répercussions sur la communauté musulmane. Ce forum associerait des intellectuels respectés et des militants communautaires, ainsi que d'autres représentants et serait en contact avec le gouvernement afin de partager les résultats et les analyses;

- «tournée» nationale d'intellectuels religieux populaires influents, qui exposeraient la doctrine de l'islam en Occident en condamnant l'extrémisme.

Réagissant à ces propositions, le ministre de l'intérieur Charles Clarke déclarait: «Depuis juillet, nous réalisons un programme de travail ambitieux pour encourager les communautés musulmanes à faire face à l'extrémisme. (...) Le gouvernement à lui seul ne peut pas lutter contre l'extrémisme. (...) Nous nous félicitons de poursuivre le dialogue avec les communautés musulmanes et de soutenir le travail qu'elles accomplissent».

Les représentants des organisations musulmanes, dont un grand nombre avaient pris part aux groupes de travail, ont accueilli très favorablement les principales recommandations proposées par le gouvernement⁴⁸. Lord Ahmed commentait la proposition de création d'un conseil national des imams et des mosquées en ces termes: «Je me réjouis de voir que la communauté musulmane ait montré dans tout le Royaume-Uni sa détermination à jeter les fondements d'une nouvelle politique, qui va façonner l'avenir en relevant les défis d'une société britannique moderne. En tant que musulmans britanniques, il faut que nous soyons plus modernes dans notre mode de fonctionnement en encourageant l'intégration et en aidant nos enfants à se sentir fiers d'être britanniques»⁴⁹.

Parallèlement, le ministère de l'intérieur annonçait une consultation sur la constitution d'une commission de l'intégration et de la cohésion, un organe consultatif qui travaillerait à identifier les moyens permettant d'éliminer les obstacles à l'intégration⁵⁰. Le Premier ministre aurait déclaré qu'il espérait que cette commission serait en mesure de rendre des avis sur la manière de mieux intégrer les différents éléments de la communauté musulmane sans nuire à leur liberté de culte et à leur culture⁵¹.

La commission doit être mise en place avec une durée de mandat déterminée et devra soumettre son rapport d'ici à juillet 2006. S'inspirant des réunions organisées pendant l'été, la commission tiendra des séances publiques dans tout le pays et y invitera massivement des jeunes et tous ceux qui, généralement, ont moins l'occasion de participer à des débats de ce type.

Le ministère de l'intérieur prévoit que la commission travaillera sur les quatre thématiques suivantes:

⁴⁸ Voir à titre d'exemple le communiqué de presse du MCB sur:

http://www.mcb.org.uk/presstext.php?ann_id=163 (07/10/2005)

⁴⁹ <http://www.homeoffice.gov.uk/about-us/news/tackling-extremism> (07/10/2005)

⁵⁰ http://news.independent.co.uk/uk/this_britain/article314259.ece

⁵¹ Voir <http://www.guardian.co.uk/race/story/0,11374,1575384,00.html> (06/10/2006)

- Comment susciter la conscience accrue d'une citoyenneté britannique qui englobe toutes les communautés?
- Comment susciter un sens commun des normes et des comportements culturels, en particulier eu égard aux différentes confessions et identités culturelles?
- Comment faire avancer la lutte contre les inégalités qui peuvent enfermer des individus dans des vies en marge?
- Comment encourager et inciter les communautés qui choisissent de vivre en marge de s'impliquer davantage dans la société?

Le secrétaire d'État à l'intérieur a écrit aux chefs spirituels et à d'autres acteurs clés pour solliciter leurs points de vue sur le mandat et la composition de la commission. Des travaux sont actuellement en cours pour confirmer le mandat de cette commission, dont il est prévu qu'elle tienne sa première séance en décembre 2005.

1.5.2. Autres initiatives gouvernementales en faveur de la cohésion intercommunautaire (engagées avant les attentats de Londres)

Le gouvernement britannique a lancé une série d'autres initiatives qui ne sont pas liées directement aux conséquences du 7 juillet, mais qui sont tout autant susceptibles de contribuer aux objectifs généraux de lutte contre l'islamophobie et de renforcement de la cohésion⁵².

Le rapport «*Working Together: Co-operation between Government and Faith Communities*» (Travailler ensemble: Coopération entre le gouvernement et les communautés religieuses)⁵³ définit une stratégie pour développer la concertation entre le gouvernement et les communautés religieuses. Le comité directeur travaille actuellement à la publication d'un rapport d'étape sur le site web du ministère de l'intérieur.

Le gouvernement a publié sa stratégie en faveur de l'égalité entre les races et de la cohésion intercommunautaire en janvier 2005⁵⁴. Cette stratégie est axée en priorité sur l'amélioration des chances de vie des populations les plus défavorisées et prévoit des programmes sur mesure en fonction des besoins de certains groupes spécifiques. Ce document est le signe de la volonté du gouvernement de donner plus d'importance au renforcement de la société en aidant des individus d'origine différente à vivre ensemble, en soutenant ceux qui participent à la société et en prenant une position ferme contre les tenants du racisme et de l'extrémisme.

⁵² Pour toute information sur la stratégie plus générale du gouvernement britannique en faveur de l'égalité entre les races et de la cohésion intercommunautaire, ainsi que sur son engagement avec les communautés religieuses, voir <http://communities.homeoffice.gov.uk/raceandfaith/>

⁵³ Voir le document sur <http://www.homeoffice.gov.uk/documents/workingtog-faith040329.pdf>

⁵⁴ Voir le document sur http://www.homeoffice.gov.uk/documents/race_improving_opport.pdf

Le fonds pour le renforcement des capacités des communautés religieuses («*Faith Communities Capacity Building Fund*») s'inscrit dans cette stratégie. Doté d'un budget de 5 millions de livres, ce fonds a pour objet de renforcer la participation civique dans les communautés religieuses et d'améliorer les relations interconfessionnelles. La priorité sera donnée aux projets visant à mettre en place des capacités en faveur des jeunes et des femmes au sein des communautés religieuses tout en privilégiant les projets visant les 88 zones les plus défavorisées et les 50 zones à plus forte mixité culturelle.

1.5.3. Initiatives de maintien de l'ordre

Soucieuse de rassurer les communautés après les attentats du 7 juillet, la police londonienne (MET) a élaboré une stratégie intitulée «*Communities Together*» («Rassemblons les communautés»).⁵⁵ Dans le cadre de ce plan, la MET publie un bulletin d'information «*Communities Together*» deux fois par semaine, qui permet aux communautés d'envoyer des informations par voie électronique. Une brochure a été éditée pour renseigner sur les organisations, y compris celles des communautés minoritaires, qui peuvent venir en aide aux victimes d'un préjudice ou d'un crime inspiré par la haine. La police londonienne gère également un service de messagerie qui envoie des alertes à la sécurité via des messages électroniques ou des SMS⁵⁶. En liaison avec le cabinet du maire, la police londonienne a aussi mis sur pied un numéro téléphonique spécial destiné à soutenir et à rassurer «en particulier les communautés qui se sentent vulnérables à la suite des attentats terroristes»⁵⁷. La MET a incité les membres des communautés minoritaires à appeler ce numéro⁵⁸. Le centre d'écoute est tenu par des officiers de police, du personnel des services de police et des bénévoles. L'unité de ressources culturelles et communautaires («*Cultural and Communities Resource Unit*») a contribué au recrutement des membres du personnel policier chargé de suppléer aux bénévoles et à leur expérience. Le personnel policier et les bénévoles dispensent des conseils et des informations dans le but «de développer la compréhension, d'instaurer la confiance parmi les communautés et de prendre acte des questions et des tensions intercommunautaires». Le cas échéant, ils renvoient aussi à des organisations partenaires comme la Commission pour l'égalité des races.

Les policiers du Nottinghamshire ont reçu des rubans verts pour montrer qu'ils considèrent les musulmans comme un peuple pacifique et en témoignage de solidarité avec toute la communauté, après la recrudescence des agressions à caractère raciste depuis le 7 juillet. L'idée de ce ruban vert marqué «*Good Faith*» (L'islam est une bonne religion) est défendue par le chef de la police du comté,

⁵⁵ Voir http://www.met.police.uk/communities_together/

⁵⁶ <http://www.police.uk/services/mb/default.asp>

⁵⁷ Voir:

http://cms.met.police.uk/news/policy_organisational_news_and_general_information/partnerships/communities_advice

⁵⁸ http://cms.met.police.uk/news/major_operational_announcements/terrorist_attacks/the_communities_together_help_and_advice_line

Steve Green, qui a déclaré que les citoyens musulmans du Nottinghamshire «ont peur des incidents racistes, se sentent parfois victimes d'ostracisme et pensent que la communauté blanche soupçonne tout individu basané d'être un kamikaze»⁵⁹. On notera que cette fois encore, plusieurs médias ont tourné cette action en ridicule.

Les services de la police britannique (*UK Police*) mettent également en ligne un service, en anglais et en gallois, de signalement de tous les incidents ordinaires et crimes inspirés par la haine à la disposition de tous les services de police du Royaume-Uni sur le site suivant <http://www.online.police.uk/english/default.asp>.

1.5.4. Initiatives des autorités locales

Après les attentats de Londres, de nombreuses collectivités locales ont mis en place divers types de services de suivi afin que tous les membres de leurs communautés respectives sachent clairement qu'aucun acte de discrimination ou de racisme ne serait excusé. Ainsi, le conseil municipal de Birmingham dispose d'un dispositif d'autodéclaration («*Hate Crime Reporting*») à l'intention des victimes ou des témoins de crimes inspirés par la haine⁶⁰. Le service est géré dans le cadre du partenariat pour la sécurité des communautés («*Community Safety Partnership*»), c'est-à-dire en liaison avec la police locale.

Le 8 septembre, l'Assemblée de Londres a lancé une enquête sur les attentats. Celle-ci s'intéressera au vécu des Londoniens ordinaires et des touristes qui se sont trouvés plongés au cœur des événements et analysera en particulier les aspects de la communication⁶¹. Le point focal national britannique a été averti que cette enquête serait ouverte à tous les Londoniens (musulmans et non musulmans), qu'ils aient été touchés directement ou indirectement par les événements du 7 et du 21 juillet. S'agissant des musulmans, l'enquête est notamment destinée à étudier l'incidence que ces événements ont eue sur leur vie. Un rapport détaillé sera remis à la fin du mois de janvier 2006 sur les enseignements à en tirer pour l'avenir.

Le maire de Londres, Ken Livingstone, et des représentants d'organisations musulmanes et sikhs, des parlementaires, des syndicalistes et des juristes, ont dit leur inquiétude de voir certaines mesures proposées pour lutter contre le terrorisme risquer de marginaliser les communautés minoritaires. Dans une déclaration à la presse commune, les signataires affirment «veiller à ce que les mesures adoptées par le Parlement ou par le gouvernement à l'encontre du terrorisme n'excluent pas ni ne criminalisent les personnes qui condamnent des attentats comme ceux du

⁵⁹ <http://news.bbc.co.uk/1/hi/england/nottinghamshire/4144368.stm> (12-08-05)

⁶⁰ Pour plus de précisions sur ce service, voir:

http://www.birmingham.gov.uk/GenerateContent?CONTENT_ITEM_ID=33429&CONTENT_ITEM_TYPE=0&MENU_ID=13500&EXPAND=240 (06/10/2005)

⁶¹ Communiqué de presse de l'Assemblée de Londres (08/09/2005) sur: http://www.london.gov.uk/view_press_release.jsp?releaseid=5630, «*London attack inquiry launched by Assembly*» (06/10/2005)

7 juillet et exhorte les communautés à collaborer avec la police pour trouver les responsables»⁶².

1.6. RÉCIT CHRONOLOGIQUE DES ÉVÉNEMENTS QUI METTENT EN LUMIÈRE LES ACTIONS ET LES INITIATIVES DU GOUVERNEMENT, DE LA POLICE, DES ORGANISATIONS MUSULMANES ET DES MÉDIAS

Les informations qui suivent sont présentées notamment pour souligner l'importance attachée à la rapidité des actions et des initiatives mises en place par le gouvernement, la police, les organisations musulmanes, les médias et les réseaux de soutien interconfessionnels pour contrer les incidents au moment de leur déroulement ou pour prévenir toute escalade ou pérennisation.

Jeudi 7 juillet: quatre bombes explosent à Londres le matin à l'heure de pointe. Trois explosent à 8h50, dans les stations de métro de Russell Square, Edgware Road et Aldgate. La quatrième explose sur la plate-forme supérieure de l'autobus n° 30 à Tavistock Place, à 9h47 du matin. Ces attentats font plus de cinquante victimes, dont les quatre poseurs de bombe présumés, et l'on dénombre 700 blessés. Les attentats sont revendiqués par un groupe jusqu'alors inconnu se réclamant d'Al-Qaïda.

À l'instar de nombreuses autres organisations musulmanes (dont une liste complète figure au point 1.3.4), le MCB (Conseil des musulmans de Grande-Bretagne) adresse une déclaration dans laquelle il «condamne avec la plus extrême fermeté les actes de terrorisme aveugle d'aujourd'hui»⁶³. Le MCB publie également une déclaration conjointe avec le *Churches Together in Britain and Ireland* (CTBI, Conseil des Églises chrétiennes de Grande-Bretagne et d'Irlande), exprimant leur sympathie et leur condamnation des attentats et affirmant que des textes religieux ne peuvent être invoqués pour justifier des crimes contraires aux préceptes musulmans et chrétiens⁶⁴.

⁶² Les premiers signataires de ce texte sont le maire de Londres Ken Livingstone, le directeur des libertés (*Director of Liberty*) Shami Chakrabarti, le secrétaire général du MCB Sir Iqbal Sacranie, l'association des musulmans de Grande-Bretagne (*Muslim Association of Britain, MAB*), des membres du parti travailliste, du LibDem, des Verts et du parti national écossais (SNP), des écrivains et des journalistes, le secrétaire général de quatre confédérations syndicales, les représentants de plusieurs organisations communautaires et groupements religieux, des juristes spécialistes des libertés civiles et des leaders de mouvements étudiants. Voir le communiqué de presse du maire de Londres sur (26/08/2005): http://www.london.gov.uk/view_press_release.jsp?releaseid=5565, *Only united communities will defeat terrorism and protect civil liberties* (06/10/2005) (06/10/2005)

⁶³ http://www.mcb.org.uk/presstext.php?ann_id=150

⁶⁴ http://www.mcb.org.uk/presstext.php?ann_id=151

Le Premier ministre Tony Blair publie une déclaration sur les attentats de Londres dans laquelle il salue également la déclaration du MCB⁶⁵.

La commission islamique des droits de l'Homme (IHRM), dont le siège est à Londres, condamne les attentats et conseille aux musulmans d'éviter les déplacements ou de sortir sauf en cas de stricte nécessité, par crainte de représailles⁶⁶.

Vendredi 8 juillet: certaines grandes personnalités religieuses des quartiers est de Londres, parmi lesquelles des chrétiens, des juifs et des musulmans, se rassemblent à proximité de la station Aldgate où une bombe a explosé, en signe d'unité.

Premiers rapports signalant plusieurs incendies volontaires de mosquées et d'un temple sikh au Royaume-Uni, ainsi que des agressions physiques et verbales visant des individus, pour l'essentiel des musulmans britanniques.

Samedi 9 juillet: la police de Londres aurait enregistré 180 incidents à caractère raciste en trois jours, dont 58 crimes inspirés par la haine religieuse⁶⁷. La plupart des médias parlent de représailles à l'encontre des communautés musulmanes à cause des attentats du 7 juillet. Outre les tentatives d'incendie de mosquées, le MCB reçoit quelque 3 000 messages de haine⁶⁸.

Le Premier ministre Tony Blair s'exprime sur la radio nationale: il loue la capacité de résistance dont font preuve les Londoniens en disant sa fierté d'une société britannique ouverte, multiraciale et multiconfessionnelle, et en affirmant que les Britanniques ne se laisseront pas diviser par les attentats.

Le parti national britannique (BNP) utilise une photo de l'autobus détruit, portant la légende: «Il est peut-être temps de commencer à écouter le BNP», pour faire campagne en vue des prochaines élections locales dans l'Essex.

S'efforçant de ne pas faire d'amalgame entre les musulmans britanniques et les poseurs de bombe, l'*Independent* fait sa une sur Shahara Akther Islam, une musulmane britannique de 20 ans qui est décédée dans les attentats. Dans un article intitulé «Hello bombers...and welcome to Londonistan» (Bonjour Messieurs les kamikazes ... et bienvenue au Londonistan), un quotidien populaire s'en prend aux responsables politiques tout en réclamant que la loi sur les droits de l'Homme soit mise au rancart et que les mosquées extrémistes soient fermées⁶⁹.

Dimanche 10 juillet: des responsables religieux britanniques publient une déclaration conjointe unique condamnant les attentats «terroristes abjects» (*evil*

⁶⁵ <http://www.number10.gov.uk/output/Page7858.asp>

⁶⁶ <http://www.ihrm.org.uk/show.php?id=1410>

⁶⁷ http://www.monitoring-group.co.uk/this%20week/after_7_7/after_the_london_bombing.htm

⁶⁸ *Daily Express*, 09/07/05, p. 11. On observe certaines divergences quant au nombre de messages antimusulmans envoyés. Mustafa El-Menshawly note que le MCB en a reçus un millier au 22/07/05.

⁶⁹ Richard Littlejohn, <http://www.thesun.co.uk/>

terrorist) de Londres. Des responsables chrétiens, musulmans et juifs lisent chacun un passage de cette déclaration⁷⁰.

À Nottingham, un musulman est battu à mort par une bande de jeunes. Les médias rapportent qu'ils lui ont crié des insultes antimusulmanes⁷¹.

Lundi 11 juillet: la police de Bristol lance un appel au calme après l'attaque de deux mosquées, les 8 et 10 juillet.

Des responsables des services de police, des hommes politiques et 200 représentants communautaires de la région de Londres se réunissent pour discuter des attentats et de l'attitude à tenir.

Trevor Phillips, président de la Commission pour l'égalité des races, explique que les victimes sont issues de toutes les communautés vivant à Londres. Il déclare que les poseurs de bombe voulaient «diviser la ville à cause de sa mixité culturelle toute naturelle. Voir les gens travailler et vivre ensemble constitue pour eux un affront».

Mardi 12 juillet: le directeur adjoint de la police londonienne (MET), Brian Paddick, annonce que plusieurs actes de vengeance ont été apparemment commis à Londres contre des groupes ethniques depuis le jeudi précédent. «Il faut absolument que chaque communauté signale à la police tous les crimes inspirés par la haine religieuse et les autres crimes inspirés par la haine». Il déclare que la police ne tolérera pas que la haine soit attisée par les attentats⁷².

Il est également fait état de plusieurs tentatives d'incendie, dans les derniers jours, dans des mosquées à Leeds, Tower Hamlets (à l'est de Londres), Merton (au sud de Londres), Telford, Bristol et Birkenhead.

Dans un communiqué de presse, Son Excellence l'ambassadeur Ömür Orhun, représentant personnel de la présidence en exercice de l'OSCE contre l'intolérance et les discriminations envers les musulmans, condamne les attentats de Londres mais «déploie la tentation d'assimiler une fois encore le terrorisme à l'islam et à tous les musulmans⁷³».

Mercredi 13 juillet: trois des quatre poseurs de bombe se révèlent être des musulmans nés en Grande-Bretagne et le quatrième, un converti à l'islam originaire de la Jamaïque.

Tony Blair et quatre parlementaires musulmans se rencontrent pour évoquer les moyens de lutter contre le terrorisme dans la communauté musulmane⁷⁴.

⁷⁰ <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/4668835.stm>

⁷¹ Le *Guardian*, 13/07/05, p. 5

⁷² <http://politics.guardian.co.uk/farright/story/0,11375,1526585,00.html>

⁷³ <http://www.osce.org/item/15646.html>

⁷⁴ http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/4678821.stm

Jeudi 14 juillet: des responsables musulmans se rendent auprès des communautés de Leeds et de Duwsbury, là où vivaient trois des quatre poseurs de bombe.

Le Prince Charles, héritier du trône britannique, souligne que les responsables musulmans ont raison d'affirmer que les attentats n'ont aucun lien avec la «vraie foi en l'islam»⁷⁵.

Samedi 17 juillet: les journaux font leur éditorial⁷⁶ autour de l'idée que les poseurs de bombe sont nés en majorité en Grande-Bretagne. À titre d'exemple, on peut lire dans l'*Observer* que les jeunes musulmans écoutent prêcher des imams qui ne parlent pas du tout l'anglais, sinon peu, et qui ont une connaissance et une compréhension insuffisantes de la société britannique dans laquelle sont élevés ces jeunes.

Les médias font savoir qu'environ 500 crimes inspirés par la haine religieuse et autres crimes inspirés par la haine ont été enregistrés depuis les attentats de Londres en Grande-Bretagne – de la tentative d'incendie d'une mosquée à l'agression de femmes musulmanes, victimes de crachats dans la rue. Selon des sources policières, environ 200 de ces incidents sont jugés suffisamment significatifs pour avoir des répercussions potentielles sur les communautés⁷⁷.

Un rallye de la paix est organisé à Dewsbury, auquel participent les deux communautés chrétienne et musulmane de la ville⁷⁸. Un millier de personnes assistent à une veillée pour la paix à Russell Square, à l'appel de *Stop the War Coalition* et de l'Association des musulmans de Grande-Bretagne (*Muslim Association of Britain, MAB*).

Lundi 18 juillet: plus d'un demi-millier de responsables religieux musulmans britanniques prononcent une *fatwa*⁷⁹, un décret, en réponse aux attentats de Londres. Une annonce en pleine page précisant les détails de cette *fatwa*, intitulée «Pas en notre nom», paraît dans un certain nombre de journaux le 21 juillet⁸⁰.

Mercredi 20 juillet: des dignitaires musulmans britanniques rencontrent le ministre de l'intérieur Charles Clarke pour l'informer des mesures qu'ils envisagent de prendre pour lutter contre l'extrémisme dans leurs communautés. Parallèlement, certains imams extrémistes, critiquant le Premier ministre britannique et imputant les attentats du 7 juillet à la politique extérieure du Royaume-Uni, sont cités dans les médias.

⁷⁵ <http://newsvote.bbc.co.uk/mpapps/pagetools/print/news.bbc.co.uk/1/hi/uk/4681281.stm>

⁷⁶ <http://www.guardian.co.uk/editor/story/0,,1530519,00.html> (18/07/05)

⁷⁷ <http://www.timesonline.co.uk/article/0,,2087-1697168,00.html>

⁷⁸ http://news.bbc.co.uk/1/hi/england/west_yorkshire/4689061.stm

⁷⁹ Cette *fatwa* est une déclaration sans équivoque d'unité entre les communautés musulmanes dans leur condamnation des attentats. Une *fatwa* est généralement une décision juridique sur un point de doctrine ordinaire.

⁸⁰ La déclaration complète des organisations musulmanes peut être consultée sur: http://www.iccuk.org/downloads/muslims_for_britain_campaign_guardian_final.pdf

Jeudi 21 juillet: une seconde série de quatre explosions se produit dans le métro de Londres et dans un autobus londonien. Cette fois, seuls les détonateurs explosent et aucune victime n'est à déplorer.

Vendredi 22 juillet: un poseur de bombe présumé est abattu par la police dans une rame à l'arrêt, à la station de métro Stockwell. Identifié comme un ressortissant brésilien du nom de Jean Charles de Menezes, il sera établi plus tard qu'il est innocent.

Samedi 23 juillet: des centaines de personnes de Beeston et Harehill, où vivaient deux des poseurs de bombe, se joignent à une marche pour la paix dans les rues de Leeds. La marche est organisée par le groupement «Faith Together in Leeds 11» pour montrer que la communauté demeure unie.

Lundi 25 juillet: les journaux rapportent que des responsables musulmans ont supplié les familles des poseurs de bombe de les dénoncer. Des représentants de la MAB et du MCB déclarent également publiquement que les communautés ne doivent pas protéger les terroristes.

De hauts responsables de la communauté musulmane britannique disent craindre que la chasse aux poseurs de bombe à Londres jette des soupçons sur des personnes innocentes. Lord Ahmed, membre travailliste de la Chambre des Lords, déclare que de nombreux musulmans du nord de l'Angleterre pensent qu'ils pourraient être victimes d'une erreur d'identité de la part de la police armée⁸¹.

Mardi 26 juillet: lors d'un point presse périodique, le Premier ministre Tony Blair répond au débat soulevé sur le fait qu'actuellement un organisme non autorisé s'exprime au nom de toute la communauté musulmane britannique. M. Blair indique également qu'il faut que les gens aillent dans les communautés musulmanes pour s'attaquer de plein fouet aux idéologies extrémistes plutôt que de se contenter de les ignorer ou de les tolérer.

Le *Guardian* publie les résultats d'un sondage auprès des musulmans britanniques, qui révèlent que 63% d'entre eux envisageraient de quitter le Royaume-Uni⁸² (la population musulmane de Grande-Bretagne est estimée à 1,6 million de personnes).

Mercredi 27 juillet: révélations sur deux poseurs de bombe présumés du 21 juillet, qui sont des réfugiés bénéficiant du droit d'asile au Royaume-Uni.

Vendredi 29 juillet: après plusieurs raids de la police dans des habitations, trois hommes sont arrêtés à Londres, un quatrième à Rome. La police déclare qu'elle estime que les quatre poseurs de bombe présumés du 21 juillet sont désormais tous sous les verrous.

⁸¹ <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/4714027.stm>

⁸² <http://www.guardian.co.uk/attackonlondon/story/0,16132,1536222,00.html>

Voir article complet sur <http://image.guardian.co.uk/sys-files/Politics/documents/2005/07/26/Muslim-Poll.pdf>

Mardi 1^{er} août: la police londonienne et le cabinet du maire de Londres mettent en place un numéro téléphonique spécial (dans le cadre du plan «Communities Together»), destiné à aider et à rassurer les Londoniens, en particulier les communautés qui se sentent vulnérables à la suite des attentats terroristes⁸³.

Mardi 2 août: la première des huit rencontres programmées entre la ministre déléguée à l'intérieur Hazel Blears, les responsables de la communauté musulmane, des fonctionnaires de l'administration centrale, des conseillers, des parlementaires et les services de police, se tient à Oldham. Cette initiative a pour but d'améliorer les relations intercommunautaires et de discuter de mesures permettant d'éradiquer les extrémismes tout en constituant une occasion de poser les problèmes soulevés par les attentats de Londres.

Mercredi 3 août: les médias indiquent que selon la police londonienne, les crimes inspirés par la haine religieuse ont augmenté de quasiment 600% à Londres depuis les attentats du 7 juillet. Au total, 273 crimes inspirés par la haine religieuse ont été recensés depuis les attentats suicides, contre 41 pour la même période (6 juillet au 1^{er} août) de l'année passée. Toutefois, la police souligne que cette hausse est en partie imputable à une amélioration des opérations de maintien de l'ordre dans les communautés et des pratiques de recensement. Dans le même temps, les autres incidents racistes sont en diminution, selon des sources policières.⁸⁴

Dimanche 7 août: *l'Independent* relate le vécu de plusieurs lecteurs ayant été exposés à des crimes inspirés par la haine raciale depuis le 7 juillet⁸⁵.

Mardi 16 août: plusieurs groupes musulmans du Royaume-Uni condamnent les mesures proposées pour lutter contre le terrorisme en arguant qu'elles pourraient «diaboliser» certaines valeurs et convictions légitimes⁸⁶.

Mercredi 24 août: le ministre de l'intérieur, Charles Clarke, publie une liste des motifs justifiant l'exclusion du territoire ou l'expulsion d'étrangers dont on considère qu'ils défendent le terrorisme. Ces motifs, précisés après les attentats du 7 juillet, comportent notamment la provocation au terrorisme et son apologie. Le MCB juge «trop vague et floue» la liste des comportements inacceptables⁸⁷. Les associations de défense des libertés civiles soulèvent plusieurs problèmes eu égard aux droits de l'Homme⁸⁸.

Jeudi 22 septembre: le ministre de l'intérieur Charles Clarke publie les conclusions des sept groupes de travail réunis par le ministère pour élaborer des propositions visant à renforcer la cohésion et à lutter contre l'extrémisme. Le

⁸³ http://cms.met.police.uk/news/major_operational_announcements/terrorist_attacks/the_communities_together_help_and_advice_line

⁸⁴ [http://www.politics.co.uk/domestic-policy/faith-hate-crime-increases-\\$14016741.htm](http://www.politics.co.uk/domestic-policy/faith-hate-crime-increases-$14016741.htm)

⁸⁵ <http://news.independent.co.uk/uk/crime/article304283.ece>

⁸⁶ <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/4155278.stm>

⁸⁷ Pour plus de précisions sur la position du MCB, voir: http://www.mcb.org.uk/presstext.php?ann_id=161 (05/10/2005)

⁸⁸ http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk_politics/4179044.stm

Le ministre annonce également la création d'une nouvelle commission consultative pour l'intégration et la cohésion, qui devra présenter un rapport avant la fin de juillet 2006 et s'attacher en priorité aux moyens d'éliminer les obstacles à l'intégration dans toutes les communautés.

Les hauts dignitaires musulmans se félicitent vivement des propositions relatives à la création d'un conseil consultatif national des imams et des mosquées, à la formation des imams et à l'incitation des jeunes musulmans de nationalité britannique à devenir imams⁸⁹.

⁸⁹ http://www.islamonline.com/cgi-bin/news_service/world_full_story.asp?service_id=1770

Partie 2 :

Situation de la communauté musulmane dans l'UE
au lendemain des événements du 7 juillet 2005 à
Londres

2. Synthèse des rapports des points focaux nationaux de l'EUMC (hors Royaume-Uni)

2.1. IMPACT GENERAL DES ÉVÉNEMENTS SUR LES COMMUNAUTÉS MUSULMANES DANS L'UE

Bien qu'il soit encore trop tôt pour dresser un bilan définitif de l'impact de ces événements sur la vie des communautés musulmanes, il est permis d'affirmer que les attentats de Londres semblent les avoir affectées à court terme beaucoup moins que les attentats du 11 septembre aux États-Unis. Cet impact plus faible peut être imputé à la fois à la réaction rapide des gouvernements, des responsables politiques et des leaders d'opinion, qui ont eu à cœur d'éviter les amalgames entre ces actes criminels et l'islam, ainsi qu'aux déclarations des représentants musulmans, qui ont réagi immédiatement et condamné sans équivoque les attentats en demandant à leurs membres de coopérer avec les autorités.

Les paragraphes qui suivent présentent une synthèse des informations sur les pays dans lesquels les points focaux nationaux (PFN) ont fait état de certaines retombées, d'incidents spécifiques ou d'événements apparentés. La plupart des PFN ont répertorié en priorité les mesures sécuritaires et législatives prises en prévention des risques d'attentats terroristes, mesures jugées avoir les effets les plus visibles et les plus directs sur la communauté musulmane.

En **Autriche**, une pierre est lancée contre la fenêtre d'une mosquée de Linz lors de la prière du matin, le 24 septembre⁹⁰. Le 4 octobre, un étudiant turc, qui est en train de lire un quotidien arabe dans un avion en attente de décollage à l'aéroport de Vienne, se voit refuser le droit de voyager. L'équipage a appelé la police car les passagers craignent qu'il ne s'agisse d'un terroriste⁹¹. L'enquête de la police ne donne aucun résultat, mais le commandant de bord persiste dans son refus d'embarquer le passager. Bien que ces deux incidents ne se soient pas produits au lendemain même des attentats de Londres, ils peuvent néanmoins avoir un lien avec la montée des actes islamophobes, tels qu'ils sont perçus par la communauté musulmane⁹².

Au **Danemark**, les services de renseignement (PET) informent le PFN que deux incidents à caractère potentiellement islamophobe sont en cours d'investigations. Selon des sources officieuses, un conducteur de bus sikh s'est fait agressé physiquement à Copenhague, le 9 juillet, par un homme non identifié qui lui a crié

⁹⁰ Initiative muslimischer ÖsterreicherInnen (25.09.2005), «Steinwurf auf Linzer Moschee» (Jet de pierre à la mosquée de Linz), sur: <http://mund.at/archiv/september5/aussendung270905.htm#04>, (06.10.2005)

⁹¹ Kurier (05.10.2005), «Student las im Flugzeug arabische Zeitung: Terror-Alarm» (Alerte terroriste: un étudiant lisait un quotidien arabe dans un avion)

⁹² Informations fournies sur demande par l'Islamic Faith Community en Autriche, septembre-octobre 2005.

«Londres» et l'a assailli⁹³. Le 21 juillet 2005, un homme est arrêté à Århus pour avoir menacé par courriel des cibles musulmanes d'attentats à la bombe, au Danemark et en Suède⁹⁴. Le 28 juillet 2005, la police enquête sur une accusation portée contre une station de radio de Copenhague, *Radio Holger*, qui en appellerait à tuer les immigrants musulmans⁹⁵. L'imam Abdul Wahid Pedersen adopte une liste de recommandations sur des mesures de précaution, qui est publiée par les organisations musulmanes britanniques.

En **Finlande**, l'imam de la mosquée Al-Ilman, Mohammed Ishaq, indique qu'aucun incident n'a été noté, mais que certaines femmes musulmanes craignent davantage pour leur sécurité⁹⁶. La congrégation Resalat Islam trouve un swastika peint sur la porte de la mosquée, qui reste fermée pendant trois semaines. Deux de ses membres sont insultés dans les transports en commun⁹⁷. L'institut *Sunnuntaisuomalainen* réalise une enquête hebdomadaire sur les réactions aux attentats⁹⁸. Cinq cents personnes sont interrogées et l'une des questions est celle-ci: «Les récents attentats terroristes ont occasionné des tensions interconfessionnelles et interethniques dans le monde entier. Pensez-vous que ces attentats puissent accroître le racisme en Finlande?» 67% des personnes interrogées estiment que le racisme augmenterait au moins «un peu». Une personne interrogée sur dix estime que celui-ci pourrait augmenter «assez bien», voire «beaucoup».

Le PFN de **Hongrie** estime marginal l'impact des attentats de Londres sur la communauté musulmane. Deux incidents à caractère potentiellement islamophobe sont signalés dans les mois suivant les attentats. Au début du mois d'août à Békéscsaba, la police arrête et menotte les joueurs d'une équipe de football junior des Émirats Arabes Unis, à la suite d'une altercation avec les agents de sécurité d'un centre commercial. Les autorités rejettent toute allégation de racisme ou d'islamophobie qui, selon certains, aurait motivé cette réaction. Pour autant, le maire adjoint présente ses excuses pour ce qu'il appelle une «série de méprises malencontreuses». Les médias relatent l'incident en parlant d'un excès de zèle déraisonnable de la part de la police.⁹⁹ Le second incident porte sur les publications d'une organisation inconnue du nom d'ITT (association dont l'objet est d'étudier le caractère indissociable de l'islam et du terrorisme), qui diffuse des affiches¹⁰⁰ et des documents sur le web¹⁰¹, expliquant que l'islam et le terrorisme sont «inséparables». Ce incident étant le premier de ce genre en Hongrie, il est abondamment évoqué dans les médias. Si la police refuse d'enquêter sur cette

⁹³ TV2: <http://nyhederne.tv2.dk/article.php?id=2594954> (27.07.2005)

⁹⁴ TV2: <http://nyhederne.tv2.dk/article.php?id=2639159> (27.07.2005); Journal *Politiken*, «*Sigtet for terrortrusler*» (22.07.2005).

⁹⁵ Site web de la radio Holger: <http://www.radioholger.dk/> (01.08.2005), émission du 28 juillet 2005. DR: <http://www.dr.dk/nyheder/fremmedsprog/English/article.jhtml?articleID=266924> (01.08.2005)

⁹⁶ Entretien téléphonique avec l'imam Mohammed Ishaq (26.07.2005).

⁹⁷ Entretien téléphonique avec M^{lle} Paula Bahmanpour, porte-parole (27.07.2005).

⁹⁸ *Sunnuntaisuomalainen*, (07.08.2005)

⁹⁹ Voir par exemple: <http://www.nol.hu/cikk/372821/> (05.10.2005)

¹⁰⁰ Voir par exemple: <http://hvg.hu/itthon/20050906itt.aspx> (05.10.2005)

¹⁰¹ Voir <http://islamterror.blogspot.com/>

affaire, le ministre des affaires étrangères publie néanmoins une déclaration désapprouvant toutes les formes d'islamophobie.¹⁰²

En **Irlande**, il ressort de diverses sources parmi lesquelles des organisations musulmanes, des articles de presse et des sources policières (*Garda*), que quelques incidents isolés, dirigés contre la communauté musulmane, se sont produits à la suite des attentats de Londres. La commission consultative nationale sur le racisme et l'interculturalisme (*National Consultative Committee on Racism and Interculturalism*, NCCRI) identifie un incident violent potentiellement en lien avec les attentats, au cours duquel la victime, un membre de la communauté sikh d'Athlone, dans le comté de Westmeath, a été poignardé le 9 juillet. À titre de mesure préventive, la fondation islamique d'Irlande (*Islamic Foundation of Ireland*, IFI) a organisé une rencontre avec le commissariat de police local. L'IFI émet également des recommandations de sécurité auprès des membres de la communauté musulmane en leur demandant d'être vigilants à l'égard des activités terroristes et leur adresse aussi des recommandations concernant leur sécurité personnelle et collective.¹⁰³

L'arrestation en **Italie** de l'un des auteurs des attentats ratés de Londres du 21 juillet a influencé la situation dans ce pays. Entre les 12 et 13 août, la police nationale (*Carabinieri* et *Guardia di Finanza*) mène une vaste opération dans tout le pays visant des «lieux de réunion musulmans», dont le bilan est le suivant: 7 318 lieux sont visités (boutiques de téléphonie, points internet, boucheries halal et agences de transfert d'argent); 32 703 personnes sont identifiées; 141, arrêtées et des procédures d'expulsion sont engagées à l'encontre de 701 personnes pour «séjour illégal, refus d'obtempérer à un ordre d'expulsion antérieur ou utilisation illicite du permis de séjour». Deux des 141 arrestations seulement sont effectuées en lien avec les mesures antiterroristes adoptées en juillet.¹⁰⁴

Au **Pays-Bas**, quelques incidents antimusulmans mineurs sont signalés, mais l'on ne sait pas s'ils ont un lien direct avec les attentats de Londres. Le 16 juillet, la police arrête un jeune garçon de 15 ans, qui a brisé les vitres d'une mosquée de Naaldwijk et le 23 juillet, les vitres d'un immeuble habité par des Turcs à Terneuzen sont également brisées.

En **Pologne**, des organisations musulmanes reçoivent des menaces téléphoniques.

En **Suède**, le conseil des musulmans suédois met en place un numéro d'urgence téléphonique pour les musulmans, dont Helena Benauda, présidente du conseil, dira plus tard qu'il a très peu été utilisé¹⁰⁵. Les forces de sécurité affirment qu'il n'existe pas de risque accru de terrorisme en Suède. Les leaders d'opinion, les responsables politiques et les médias s'emploient à bien faire la distinction entre

¹⁰² <http://hvg.hu/print/20050916kulugy.aspx>

¹⁰³ Interview de la commission NCCRI avec l'IFI, 21 juillet 2005.

¹⁰⁴ Italy, Decreto-Legge 27 luglio 2005, n.144. Misure urgenti per il contrasto del terrorismo internazionale, *Gazzetta Ufficiale* n.173 del 27/7/2005 [Décret-loi du 27 juillet 2005. Mesures d'urgence de lutte contre le terrorisme international, JO n° 173 du 27 juillet 2005]

¹⁰⁵ Agence de presse suédoise *Tidningarnas Telegrambyrå* (16.07.2005)

islam et terrorisme. Abd al Haqq Kielan, imam à la *Svenska Islamiska Samfundet* (congrégation islamique suédoise), met en garde contre les restrictions à la liberté d'expression et contre le renforcement de la surveillance des lieux publics, qui pourraient mettre en péril la démocratie et les droits civils¹⁰⁶.

2.2. REACTIONS DES GOUVERNEMENTS ET DES PARTIS POLITIQUES DANS L'UE

Partout dans l'UE, les gouvernements, les partis politiques et les responsables communautaires ont condamné très fermement les attentats à la bombe tout en mettant en garde contre la tentation d'imputer la responsabilité d'actes criminels commis par des extrémistes aux communautés musulmanes ou à la religion musulmane. Parfois, des appels ont été lancés pour une meilleure intégration des musulmans dans la société en général, ainsi que pour une réglementation plus stricte de l'immigration musulmane dans l'UE, non sans parfois quelques accents clairement islamophobes.

Sont donnés ci-après quelques exemples concernant certains pays, tels qu'ils ont été relatés par les PFN.

En **Autriche**, le Président Heinz Fischer met en garde contre la surenchère en déclarant «qu'il ne faut pas répondre au terrorisme par une haine aveugle ou des réactions excessives»¹⁰⁷. Le gouvernement souligne sa bonne coopération avec la communauté islamique et l'importance de la coopération internationale, en particulier au niveau européen, pour lutter contre le terrorisme. Alfred Gusenbauer, président du principal parti d'opposition, le SPÖ (parti socialiste), propose de mettre en place une politique d'intégration plus globale, d'intensifier la surveillance des prédicateurs radicaux en application de la législation existante, de renforcer le contrôle des transactions financières et de mettre un terme à la guerre en Irak¹⁰⁸. Les membres du parti libéral, le FPÖ (droite nationaliste), demandent à ce que soient fermées les mosquées connues pour abriter des prédicateurs radicaux¹⁰⁹ et que ces derniers soient expulsés¹¹⁰. Peter Pilz, du parti des Verts, craint que la «lutte contre la terreur» entraîne une restriction des libertés civiles¹¹¹.

¹⁰⁶ Kielan, A. (2005), "Vi når inte fanatikerna", in: *Svenska Dagbladet* (28.07.2005) p.5

¹⁰⁷ *Kurier*, (11.07.2005), «Fischer warnt vor Überreaktionen», p. 2

¹⁰⁸ *Salzburger Nachrichten*, (15.07.2005), «Lauschen gegen den Terror», p. 2, *Pressedienst der SPÖ*, (14.07.2005), «Gusenbauer fordert Europäischen Aktionsplan gegen den Terrorismus», http://www.ots.at/presseaussendung.php?schluessel=OTS_20050714_OTSO150&ch=politik, (27.07.2005)

¹⁰⁹ *ORF ON*, (18.07.2005), «FPÖ verlangt Schließung von vier Moscheen», sur <http://burgenland.orf.at/stories/46161/>, (18.07.2005)

¹¹⁰ *Die Freiheitlichen Bundeskommunikation*, (15.07.2005), «FPÖ-Vize Hofer verlangt Ausweisung radikaler Islam Prediger», http://www.ots.at/drucken.php?schluessel=OTS_20050715_OTSO152, (27.07.2005)

¹¹¹ *Kleine Zeitung*, (14.07.2005), «Bürgerrechte in Gefahr», p. 4

En **Belgique**, les partis socialiste et chrétien-démocrate francophones soulignent l'importance des valeurs de liberté et de démocratie pour la société. Le parti flamand *Vlaams Belang* accuse le gouvernement de ne pas agir contre le fondamentalisme musulman.

En **République tchèque**, les leaders de tous les partis politiques parlementaires condamnent les attentats de Londres et expriment leur compassion à l'égard des victimes. Le parti nationaliste non parlementaire publie une déclaration dans laquelle il demande l'expulsion de tous les musulmans et la fermeture des frontières.¹¹²

Au **Danemark**, tous les partis politiques condamnent les attentats. Le parti populaire danois met en garde contre la présence d'un important groupe de fanatiques musulmans au Danemark¹¹³ et demande un renforcement de la surveillance des lieux publics et des contrôles aux frontières.

En **Estonie**, des insignes de deuil ornent les façades des bâtiments publics en mémoire des victimes musulmanes du massacre de Srebrenica et des victimes des attentats de Londres¹¹⁴.

En **Finlande**, le gouvernement publie un communiqué de presse dans lequel les ministres condamnent les attentats. Dans une allocution à l'occasion de l'édition 2005 du salon de la défense et de la sécurité le 30 août, le ministre de l'intérieur Kari Rajamäki déclare qu'avec les attentats de Londres, les Finlandais redoutent plus que jamais le risque terroriste¹¹⁵. Du côté de l'opposition, le leader de la Ligue des Verts (*Vihreä Liitto*), Tarja Cronberg, suggère que l'Union européenne adopte une approche plus globale de la lutte contre le terrorisme et mette en place des mesures antiterroristes avec la participation active des communautés musulmanes d'Europe¹¹⁶.

En **France**, le Président Jacques Chirac prononce une déclaration exprimant la solidarité et la compassion du peuple français et condamnant les attentats¹¹⁷. Un rapport de la direction générale des renseignements généraux (DGRG) aborde la question de la conversion à un islam radical et du rôle du recrutement d'extrémistes dans les établissements pénitentiaires¹¹⁸. Le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy préconise de surveiller les lieux de culte tout en respectant la liberté religieuse, de

¹¹² Voir http://www.narodni-strana.cz/clanek.php?id_clanku=1349 (04.10.2005)

¹¹³ Communiqué de presse du parti populaire danois du 8 juillet 2005, http://www.danskfolkeparti.dk/sw/frontend/newsletterpreview.asp?id=236&template_id=3&mbid=19123 (01.08.2005)

¹¹⁴ *Postimees*, (10.07.2005).

¹¹⁵ <http://www.tampereenmessut.fi/tiedote.tmp?id=379> (07.10.2005)

¹¹⁶ *Helsingin Sanomat* (26.07.2005).

¹¹⁷ Déclaration du Président de la République, Gleneagles (UK), 07-07-2005. Le texte peut être consulté sur:

http://www.elysee.fr/elysee/francais/interventions/discours_et_declarations/2005/juillet/attentats_de_londres_declaration_du_president_de_la_republique.30557.html (22.07.2005)

¹¹⁸ Smolar, P (2005) «Les conversions à l'islam radical inquiètent la police française» in *Le Monde* (13.07.2005).

surveiller les activités dans les établissements pénitentiaires, de contrôler les associations qui servent de paravent à des activités radicales ou terroristes, de lutter contre la propagande incitant à la haine, à la violence et à la discrimination (en particulier sur l'internet) et d'expulser les imams radicaux étrangers à l'Union européenne¹¹⁹. Il indique également que les musulmans de France ne doivent pas se sentir rejetés ou humiliés et demande un renforcement du dialogue.

Les partis politiques condamnent les attentats et dissocient bien le terrorisme de la communauté musulmane française, qui respecte les valeurs et la loi républicaines.

Dans une interview sur la chaîne de télévision française TF1, le 16 juillet 2005, Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), dénonce «l'islamisation progressive de la société française» et demande que l'on rétablisse les contrôles aux frontières, que l'on surveille les mosquées et que l'on s'investisse davantage dans les quartiers où vivent les musulmans.

En **Allemagne**, le ministre-président du *Land* de Bade-Wurtemberg, Günther Oettinger (CDU), exhorte l'opinion publique à ne pas faire d'amalgame entre des «extrémistes qui détournent l'islam à leurs propres fins et des concitoyens qui pratiquent leur foi dans une coexistence pacifique»¹²⁰. Les leaders politiques de la CDU/CSU et du SPD approuvent le renforcement de la vidéosurveillance dans les lieux publics, l'extension de l'enregistrement des données téléphoniques et électroniques et l'intensification de la coopération et de l'échange d'informations entre les autorités policières et les services de renseignement nationaux. Plusieurs personnalités politiques de la CDU/CSU¹²¹ réclament également un renforcement de la surveillance des mosquées¹²². Le ministre fédéral de l'intérieur, Otto Schily (SPD), en appelle aux musulmans pour qu'ils contribuent à bannir des mosquées les discours d'incitation à la haine¹²³. La CSU préconise également une réglementation plus sévère de l'immigration des musulmans en proposant de faciliter l'expulsion de ceux qui agissent de façon inconstitutionnelle et le retrait de leur nationalité allemande s'ils ont été naturalisés¹²⁴.

En **Hongrie**, les partis au pouvoir (libéraux¹²⁵ et socialistes¹²⁶) publient rapidement des déclarations condamnant les attentats.

¹¹⁹ http://www.interieur.gouv.fr/rubriques/c/c1_le_ministre/c13_discours/2005_07_13_JAI et AFP (2005), «M. Sarkozy veut expulser les imams 'radicaux'», in *Le Monde* (12.07.2005).

¹²⁰ *Stuttgarter Zeitung* online (07.07.2005)

¹²¹ Pour plus de précisions sur les propositions de la CSU en matière de lutte contre le terrorisme (islamique), voir la déclaration du ministre de l'intérieur de Bavière (voir son discours sur www.stmi.bayern.de/imperia/md/content/stmi/service/reden/regerkl_is_050720.pdf).

¹²² Le secrétariat d'État à la protection de la loi fondamentale de Berlin rejette la proposition de la CSU en faveur d'une surveillance plus stricte des mosquées tant que rien n'indique qu'il s'y déroule des activités extrémistes (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, www.faz.net, 18.07.2005).

¹²³ Interview dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* (18.07.2005).

¹²⁴ *Financial Times Deutschland* (17.07.2005), *Welt am Sonntag* (17.07.2005).

¹²⁵ Voir http://www.szdsz.hu/index.phtml?op=hirek_reszletes&id=2444

¹²⁶ Voir <http://www.mszip.hu/index.php?gcPage=public/hirek/mutatHir&fnHid=75444>

En **Italie**, le ministre de l'intérieur Giuseppe Pisanu (Forza Italia) réfute l'idée selon laquelle les récents attentats à la bombe seraient la confirmation qu'il existe un conflit de civilisations entre l'Occident et le monde musulman.

En **Slovaquie**, tous les partis condamnent les attentats. Le parti d'opposition, le parti national slovaque (SNS), appelle les États membres de l'UE et le gouvernement slovaque à revoir la «politique d'immigration libérale» puisque les immigrés des «zones à risque» constituent une menace potentielle pour la sécurité. Selon Ján Slotka, président du SNS, les attentats de Londres sont la preuve évidente qu'il existe une guerre des civilisations entre la culture européenne chrétienne et l'extrémisme islamique¹²⁷.

En **Suède**, tous les partis parlementaires condamnent les attentats. Les démocrates suédois, le plus grand parti non parlementaire en Suède, affirment que les attentats terroristes sont la conséquence d'une «politique d'immigration de masse».

2.3. REACTIONS DES ORGANISATIONS MUSULMANES DANS L'UE

Dans tous les États membres, les organisations musulmanes ont réagi promptement non seulement pour condamner les attentats, mais aussi pour souligner que l'islam est une religion de paix et que, par sa nature même, il n'a rien à voir avec la violence. Certaines organisations musulmanes demandent également à leurs membres de soutenir activement les autorités dans leur lutte contre l'extrémisme.

Sont donnés ci-après quelques exemples concernant certains pays, tels qu'ils ont été relatés par les PFN.

En **Autriche**, l'organisation officielle représentant les musulmans (la communauté des fidèles musulmans¹²⁸) et les communautés régionales condamnent les attentats et appellent tous les musulmans à défendre activement la paix et la sécurité du pays et de ses habitants.

En **Belgique**, l'Assemblée générale des musulmans de Belgique et de nombreuses autres organisations représentatives condamnent immédiatement les attentats.

En **République tchèque**, le recteur de la mosquée de Prague, El Badawy Karam, traite les terroristes de «fous»¹²⁹ et la communauté musulmane de Brno publie une déclaration soulignant que l'islam s'oppose au terrorisme¹³⁰.

¹²⁷ SME, 8.07.2005, «SNS vyzýva na prehodnotenie liberálnej migračnej politiky», <http://www.sme.sk/clanok.asp?cl=2289723> (25.07.2005)

¹²⁸ Islamische Glaubensgemeinschaft in Österreich, <http://www.derislam.at>, (25.07.2005)

¹²⁹ «Alláh teroristy do ráje nepustí». Interview avec le recteur de la mosquée de Prague, El Badawy Karam, MF Dnes 30.07.2005

¹³⁰ «Radikálové v Brně nežijí». MF Dnes 12.07.2005

Au **Danemark**, la communauté islamique¹³¹ (*det Islamiske Trossamfund*) et l'organisation du dialogue avec les musulmans¹³² (*Muslimere i Dialog*) condamnent toutes deux les attentats. Plusieurs imams éminents, comme Abu Laban et Mostafa Chendid, affirment que les communautés musulmanes ont la responsabilité d'empêcher que l'extrémisme ne se développe parmi leurs membres¹³³. Tout en affirmant que les attentats terroristes de Londres sont contraires à l'islam, le porte-parole de la branche danoise de l'organisation fondamentaliste islamique Hizb-ut-Tahrir¹³⁴ s'abstient de condamner directement les attentats aussi longtemps que l'Iraq sera occupé¹³⁵. Des imams de premier plan, à l'instar de Abdul Wahid Pedersen et de Fatih Alev, se disent inquiets à l'idée que de jeunes musulmans puissent être pris pour cibles par des groupes extrémistes comme Hizb-ut-Tahrir. Ils sont également inquiets de voir que certains imams ont obtenu le droit de travailler et de prêcher au Danemark sans même connaître ni la langue, ni la culture locales¹³⁶.

En **Estonie**, des responsables musulmans font des déclarations condamnant le terrorisme et les violences d'origine religieuse, qui sont publiées par le plus grand quotidien du pays (*Postimees*) dans un article intitulé «Les communautés musulmanes d'Estonie rejettent fermement le terrorisme»¹³⁷.

En **France**, le Conseil français du culte musulman (CFCM), qui représente plusieurs organisations musulmanes, condamne les attentats et assure le peuple britannique de la solidarité des musulmans de France. Tariq Ramadan, professeur suisse et intellectuel connu, condamne lui aussi les attentats en invitant les citoyens à lutter contre la terreur et les fractures entre les citoyens. Il appelle à une union de tous contre les terroristes, mais aussi contre tous ceux qui se serviraient du terrorisme pour propager des idées racistes¹³⁸.

En **Allemagne**, les organisations musulmanes¹³⁹ condamnent publiquement ces attentats en soulignant qu'aucun argument de nature religieuse ne saurait légitimer de tels actes. Certaines organisations appellent la population allemande à ne pas considérer la communauté musulmane avec suspicion. Nadeem Elyas, qui préside le conseil central des musulmans d'Allemagne (*Zentralrat der Muslime in*

¹³¹ www.wakf.com

¹³² www.m-i-d.dk

¹³³ Journal télévisé de 21h de DR, 08.07.2005.

¹³⁴ <http://www.hizb-ut-tahrir.dk/> and www.hizb-ut-tahrir.org/

¹³⁵ <http://www.berlingske.dk/grid/forside/artikel.aid=605096.fid=100100752> (28.07.2005)

¹³⁶ <http://www.jp.dk/indland/artikel.aid=3172406/> (28.07.2005)

¹³⁷ *Postimees*, (16.07.2005).

¹³⁸ Ramadan, T (2005) «Attentats de Londres: condamner absolument ... et faire exactement le contraire de qu'ils veulent», in *Saphirnet.info*, (08-07-2005).
http://www.saphirnet.info/article_1722.html?PHPSESSID=17cf9355b27d5f91c524a9ab72a8c486 (21-07-2005)

¹³⁹ Les plus importantes d'entre elles et notamment le *Zentralrat der Muslime in Deutschland* (ZMD), l'*Islamrat*, *Milli Görüs* (IGMG), la *DITIB* et l'*Islamische Föderation*. Une liste de plus d'une douzaine d'organisations musulmanes et de leurs déclarations de condamnation est publiée sur l'internet, le 9 juillet à l'adresse suivante: www.muslime-weltweit.de/Muslime-weltweit/Artikel/Deutschland/Stellungnahmen%20von%20Muslimen%20zum%20Terror.htm (28.07.2005).

Deutschland, ZMD), pense que les musulmans d'Allemagne doivent devenir des partenaires de la lutte antiterroriste¹⁴⁰ et souligne la détermination du ZMD à coopérer avec les forces de sécurité nationales¹⁴¹. Le très influent imam chiite Ghaemmaghami prononce lui aussi une *fatwa*, qui fait de la défense de l'ordre public et de la sécurité une obligation religieuse fondamentale pour tous les musulmans¹⁴². Plusieurs organisations musulmanes montrent leur volonté de coopérer et appellent leurs membres à signaler les extrémistes dans leurs communautés¹⁴³.

En **Grèce**, les représentants de la communauté musulmane comme Metso Jemali, le mufti de Komotini, et Ilhan Ahmet, membre du Parlement grec, condamnent les attentats et expriment leur peine pour les victimes tout en insistant sur le fait que l'islam ne justifie pas les actes terroristes.

En **Irlande**, les deux principales organisations musulmanes, le centre culturel islamique (*Islamic Cultural Centre of Ireland, ICCI*) et la fondation islamique d'Irlande (*Islamic Foundation of Ireland, IFI*), condamnent en termes fermes les attentats terroristes et prennent soin de faire la distinction entre la communauté musulmane et les poseurs de bombe.

En **Italie**, les organisations musulmanes réagissent aux attentats par des condamnations publiques, tandis que certaines conseillent à leurs membres de faire profil bas et de se monter coopératifs avec les autorités par tous les moyens¹⁴⁴. L'association des jeunes musulmans d'Italie appelle tous ses membres à dénoncer les risques d'attentats terroristes semblables pour tous et pour les musulmans d'Europe en particulier. L'union des communautés et des organisations islamiques d'Italie (UCOII), la plus grande organisation musulmane du pays, déclare que «le terrorisme est incompatible avec la doctrine, la loi et la culture de l'islam ... nous exprimons notre condamnation absolue et indiscutable d'actes qui conduisent au massacre d'innocents ou qui tendent à déstabiliser la société, ainsi que notre répugnance à l'égard de cette exploitation et de cette utilisation blasphématoire du Coran. Nous invitons les musulmans italiens à ne pas attribuer les valeurs de l'islam à ces actes et à les considérer au contraire comme une grave subversion (*fitna*), avec laquelle il nous faut prendre nos distances et dont il faut nous protéger avec la plus extrême clarté et le sens de la responsabilité. Il est absolument interdit aux membres des communautés musulmanes d'apporter une aide matérielle ou logistique, orale ou morale, à des gens que l'on peut raisonnablement soupçonner d'avoir des habitudes et des convictions singulières eu égard à l'utilisation de la violence pour promouvoir la cause islamique et qui s'en prennent à des innocents ou s'attaquent aux structures civiles et politiques de la société. Les membres des

¹⁴⁰ Communiqué de presse du ZMD (07.07.2005). Le ZMD déclare que plus de 80 % des réactions reçues à cet appel sont «positives» (*Wiesbadener Kurier*, 19.07.2005)

¹⁴¹ *Tagesspiegel*.online (15.07.2005)

¹⁴² *Hamburger Morgenpost* (28.07.2005)

¹⁴³ *Spiegel* online (14.07.2005; 26.07.2005); www.sueddeutsche.de (14.07.2005), FR (16.07.2005), p. 1

¹⁴⁴ Lenzi Claudio: «*Moschea, una lunga preghiera per condannare il terrorismo*», L'Unità, pagine Firenze, 9 juillet 2005.

communautés musulmanes doivent se montrer loyaux vis-à-vis de l'État et dénoncer tout projet d'attentats ou la formation de groupes ayant de tels projets». Les médias nationaux réservent un accueil favorable à cette déclaration.

En **Pologne**, les plus grandes organisations musulmanes comme l'association confessionnelle musulmane de la République de Pologne (MRA)¹⁴⁵, la ligue des musulmans ou encore la société des étudiants musulmans et la société musulmane d'éducation et de culture, publient des déclarations dénonçant les attentats de Londres. Le mufti Tomasz Miśkiewicz, président du haut collège de la MRA, affirme que l'islam dénonce le terrorisme et que les auteurs des attentats de Londres doivent recevoir un juste châtement. Il adresse également ses condoléances à la nation britannique et aux familles des victimes¹⁴⁶.

En **Espagne**, la *Comision Islamica de España* et la *Junta Islamica de España* condamnent les attentats. En avril, les organisations musulmanes d'Espagne avaient prononcé une *fatwa*, qui avertissait que quiconque se servirait de la religion pour ne serait-ce que justifier un acte de terrorisme serait considéré comme un ennemi de l'islam¹⁴⁷. Le 22 juillet, Mansur Escudero, secrétaire général de la *Comision Islamica de España*, et Yusuf Fernandez, porte-parole de la *Federación Española de Entidades Religiosas Islamicas* (FEERI), rencontrent l'ambassadeur britannique à Madrid pour lui exprimer leurs condoléances et leur condamnation des attentats, ainsi que pour témoigner de la solidarité des musulmans d'Espagne avec les Britanniques¹⁴⁸.

En **Suède**, les organisations musulmanes sont nombreuses à condamner les attentats de Londres. Le conseil des imams condamne les attentats à la bombe et déclare que «la responsabilité se situe chez ceux qui ont commis cet acte. Nous rejetons toute responsabilité morale, culturelle, politique ou religieuse de ces attentats»¹⁴⁹. Le président du conseil des imams de la mosquée de Stockholm, Hassan Moussa, souligne que «ces actes barbares ne pourront jamais être acceptés»¹⁵⁰. Pas moins de 22 organisations musulmanes du sud du pays condamnent les attentats¹⁵¹. Les jeunes musulmans de Suède présentent les poseurs de bombe comme les ennemis d'une société libre»¹⁵². Le conseil des musulmans de Suède encourage les organisations musulmanes adhérentes à s'opposer clairement à tout acte violent¹⁵³. De même, le mouvement *Islamic Ahmadiyya* condamne lui aussi les attentats¹⁵⁴.

¹⁴⁵ Sigle (non officiel) adopté à seule fin du présent rapport.

¹⁴⁶ Déclaration de la MRA sur le site: http://www.mzr.pl/index_oswiadczenie.php (01.08.2005).

¹⁴⁷ <http://www.webislam.com/default.asp?idn=1546> (26.07.2005)

¹⁴⁸ <http://www.webislam.com/default.asp?idn=1706> (3.10.05)

¹⁴⁹ *Tidningarnas Telegrambyrå* (07.07.2005)

¹⁵⁰ *Tidningarnas Telegrambyrå* (07.07.2005)

¹⁵¹ *Dagens Nyheter* (30.07.2005)

¹⁵² www.ungamuslimer.nu (22.07.2005)

¹⁵³ *Svenska Dagbladet* (22.07.2005)

¹⁵⁴ *Svenska Dagbladet* (22.07.2005)

2.4. LES REACTIONS DES MEDIAS DANS L'UE

Dans tous les États membres, les médias ont largement relaté les événements et les réactions des politiques, des leaders d'opinion et des représentants des communautés musulmanes, ainsi que l'histoire personnelle de certains de leurs ressortissants alors présents à Londres, et ce dans les cinq jours qui ont suivi les attentats. Ensuite, les commentaires ont largement porté sur la sécurité, le développement des organisations terroristes et le lien entre l'islam et la violence terroriste. Les événements ont déclenché un regain d'intérêt pour l'islam, les médias parlant de la situation des musulmans en Europe et des causes possibles de la radicalisation de certains membres de leur communauté. En règle générale, les médias ont semblé-t-il évité de faire un lien direct entre l'islam ou les communautés musulmanes en général et le terrorisme ou les groupes radicaux. Dans la plupart des cas, les grands médias se sont efforcés de dissocier la justification pseudo-religieuse du terrorisme et l'islam. Cependant, cette dissociation a parfois été gommée par un langage excessif et des manchettes titrant sur le «terrorisme islamique», et il ressort qu'au lieu d'éduquer le lecteur, l'usage de termes comme «islam», «musulman» et «fondamentalisme» sème plutôt chez lui la confusion.

Quelques exemples concernant certains pays, tels qu'ils ont été relatés par les PFN, sont donnés ci-après.

En **Autriche**, quelques articles sont publiés sur la sécurité dans le réseau de métro de Vienne et sur la situation de la communauté musulmane, en particulier sur l'impact des prédicateurs radicaux. Le quotidien autrichien *Die Presse* consacre une page de couverture complète à l'interview d'un imam, Abu Muhammad, et d'un recteur adjoint de mosquée jugé radical par l'office de protection de la Constitution et de la lutte contre le terrorisme¹⁵⁵. Un article rédigé par un représentant du culte musulman, érigeant au rang de modèle pour l'Europe la manière dont les Autrichiens traitent le problème musulman, paraît également dans le même numéro¹⁵⁶.

En **Belgique**, le thème principal est celui de la «radicalisation des adolescents musulmans», qui s'expliquerait par le dénuement socio-économique, le rejet, la crise d'identité et la politique internationale. D'autres thèmes sont également traités et notamment, la situation nationale en matière de sécurité et la possibilité que Bruxelles, siège de l'OTAN et des institutions européennes, soit prise pour cible par les terroristes¹⁵⁷. La plupart des médias font une distinction très nette entre les attentats terroristes, les communautés musulmanes et l'islam. Les positions des leaders musulmans condamnant le terrorisme figurent en bonne place dans les médias.

¹⁵⁵ *Die Presse*, (21.07.2005), «*Wiener Imam: 'Glaube nicht an Demokratie'*», p. 1

¹⁵⁶ Al-Rawi, O. (2005), «*Die Integration der Muslime in Europa*», in: *Die Presse*, (21.07.2005), p. 26

¹⁵⁷ *Expatica*, (8 July 2005), «*Is Brussels safe from attack?*», sur http://www.expatica.com/source/site_article.asp?subchannel_id=24&story_id=21772&name=Is+Brussels+safe+from+attack%3F, 25.07.2005)

En **République tchèque**, un certain nombre de commentaires et d'interviews dans la presse concernent en priorité la nécessité de mesures et de dispositions spéciales de sécurité, en particulier en ce qui concerne *Radio Free Europe / Radio Liberty*, qui est située à Prague et émet vers les pays musulmans. La présence de militaires tchèques en Iraq et en Afghanistan est également traitée dans ce contexte, ainsi que l'aide accordée aux organisations terroristes avant la chute du communisme en 1989.

En **Estonie**, les médias s'attachent en priorité à la probabilité d'attentats terroristes en Estonie¹⁵⁸ et au «terrorisme islamique» ou au «fondamentalisme islamique», qualifiant le terrorisme d'inspiration religieuse de distorsion de «l'islam vrai».

En **Finlande**, les médias présentent les informations de manière équilibrée. Le *Helsingin Sanomat* consacre une page au débat et à l'analyse des problèmes d'intégration des immigrés¹⁵⁹. Le même journal publie des articles d'intellectuels comme Sylvia Akar, qui explique que l'idéologie terroriste ne découle pas de l'islam¹⁶⁰, et Teemu Sinkkonen, qui affirme que la lutte contre le terrorisme ne peut pas se faire aux dépens des valeurs des démocraties libérales¹⁶¹.

En **France**, les médias se focalisent sur les questions de sécurité en évaluant les menaces pour la France et en évoquant les moyens à la disposition de la police pour empêcher les attentats. Les articles consacrés à la communauté musulmane française sont très peu nombreux. Ils font clairement la distinction entre le terrorisme et la communauté musulmane ou l'islam. Le quotidien *Le Monde* publie un article sur la communauté musulmane de Paris, qui souligne le fait que les musulmans français condamnent les attentats. Selon cet article, la majorité des musulmans sont victimes du fléau du terrorisme. La religion enseigne qu'il ne faut pas tuer les innocents¹⁶².

En **Allemagne**, les réactions des médias sont équilibrées à quelques exceptions près. En règle générale, les médias s'attachent à ne pas faire d'amalgame entre les attentats terroristes et l'islam ou la communauté musulmane¹⁶³. Des articles détaillés sont publiés sur l'évolution de la situation à Londres, mais aussi sur les réactions des organisations musulmanes en Allemagne. Plusieurs journaux publient des articles de fond sur plusieurs thèmes corrélés, notamment sur la sécurité nationale et l'extrémisme islamisme; dans ce contexte, certains titres abordent également le sujet de l'intégration et la situation des communautés musulmanes. Un article de *Welt am Sonntag*, intitulé «Les terroristes sont parmi nous» (10.07.2005), fait l'objet d'une vive critique, une semaine plus tard dans ses

¹⁵⁸ *Postimees*, (21.07.2005).

¹⁵⁹ *Helsingin Sanomat* (24.07.2005).

¹⁶⁰ *Helsingin Sanomat* (28.07.2005).

¹⁶¹ *Helsingin Sanomat* (13.07.2005).

¹⁶² Ternisien, X. (2005), «À Paris, à la mosquée, 'on ne fait pas de politique'», in *Le Monde* (10-07-2005).

¹⁶³ Un éditorial dans le journal musulman *Islamische Zeitung* (27.07.2005) affirme que les médias nationaux font très nettement la distinction entre musulmans et terroristes.

colonnes, sous la plume de Bassam Tibi, politologue d'origine syrienne naturalisé allemand, qui lui reproche son parti pris¹⁶⁴.

En **Grèce**, les médias s'abstiennent en règle générale de faire le lien entre le terrorisme et l'islam. Toutefois, les événements déclenchent un regain d'intérêt pour l'islam et plusieurs articles paraissent dans la presse sur la situation des musulmans en Europe et sur les causes potentielles de la radicalisation de la jeunesse musulmane. La situation au Moyen-Orient est souvent citée comme un facteur pouvant expliquer cette radicalisation. Le PFN signale que quatre articles ont été publiés entre la fin juillet et la fin août dans l'édition du dimanche de *To Vima*, le premier quotidien de Grèce¹⁶⁵. Ces articles reprochent à l'Europe de «tolérer les extrémistes de l'islam» et affirment que «le Coran prône la haine et la guerre sainte». En revanche, *TA NEA*, un autre quotidien de grande diffusion, reproche à la police d'avoir placé sous surveillance plusieurs immigrants musulmans vivant à Athènes et notamment, des Pakistanais et des Bangladeshis¹⁶⁶.

En **Hongrie**, la couverture médiatique des événements est importante et la question du terrorisme occupe une place primordiale dans le discours public¹⁶⁷. La taille de la population musulmane en Europe¹⁶⁸, la constitutionnalité et l'efficacité¹⁶⁹ des mesures antiterroristes¹⁷⁰, la possibilité de représailles à l'encontre des minorités¹⁷¹ et les politiques de sécurité, dans le contexte des aléas de la ratification de la constitution européenne¹⁷², figurent parmi les thèmes traités.

En **Irlande**, le traitement des événements dans les médias est pour une large part équilibré et associe relation des faits et commentaires. Pour autant, on note çà et là des commentaires qui relèvent du sensationnalisme sur la menace potentielle des terroristes islamistes en Irlande ou dans d'autres régions d'Europe. Un petit nombre

¹⁶⁴ *Welt am Sonntag* (17.07.2005)

¹⁶⁵ I. Marinos, «Το Λοντονιστάν πληρώνει – οι απεριόριστες ατομικές ελευθερίες επιτρέπουν να υποστηρίξεις ο,τιδήποτε» in *To Vima* (31.07. 2005) ; I. Marinos, «Ισλάμ : επίθεση ή άμυνα ; Η Ευρώπη εθελουφλούσα κατέληξε σε εκτροφείο εξτρεμιστών ισλαμιστών» in *To Vima* (07.08.2005), I. Marinos, «Επικίνδυνη εθελούφλωση – Ας δούμε ποιοί είναι οι πραγματικοί και όχι οι υποτιθέμενοι τρομοκράτες» in *To Vima* (21.08.2005); I. Marinos, «Τι διδάσκει ο Μωάμεθ – Εν αντιθέσει με ό,τι υποστηρίζεται, οι τρομοκράτες ενεργούν υπακούοντας στο Κοράν» in *To Vima* (28.08.2005)

¹⁶⁶ *TA NEA*, 05.08.2005

¹⁶⁷ Deux commentaires de presse peuvent être consultés sur le site d'un institut de recherche et de conseil en sciences politique à l'adresse suivante: <http://www.hirszerzo.hu> (26.07.2005), et dans Gyárfás, D. (2005) «Szent háború a keresztények ellen? Az iszlám szerepe a terrorban» <http://www.hirszzerzo.hu/cikk.php?id=985#founded> (28.07.2005)

¹⁶⁸ Voir par exemple Bártfai, G. (2005) «A terror diadala» <http://www.magyarhirlap.hu/cikk.php?cikk=95294>, (26.07.2005)

¹⁶⁹ Voir par exemple Kepecs, F. (2005) «Nem szakadhat a cérna» <http://www.nepszava.hu/default.asp?cCenter=article.asp&nID=745827> (26.07.2005)

¹⁷⁰ Voir par exemple Gaál, Cs. (2005) «Borult égből» http://www.vg.hu/index3.php?app=archivum&a=1000&kereses_hely=2&q1=%E9gb%F51 (26.07.2005)

¹⁷¹ Voir par exemple http://www.tv2.hu/Archivum_cikk.php?cikk=100000105344&archiv=1&next=0 (28.07.2005)

¹⁷² Voir par exemple Rónay, T. (2005) «A terror társadalma» <http://www.nepszava.hu/default.asp?cCenter=article.asp&nID=743700> (26.07.2005)

d'articles exploitent les attentats pour étayer un certain scepticisme à l'égard de la diversité culturelle et ethnique et de l'immigration en Irlande. La plupart des grands journaux se font l'écho des craintes de la communauté musulmane en Irlande; Ainsi, le *Irish Times* écrit «Les musulmans irlandais craignent d'être diabolisés»¹⁷³.

En **Italie**, les réactions des médias sont variables. Si certains titres de presse font l'amalgame entre musulmans et terroristes, d'autres font clairement la distinction. On trouve également de fréquents appels à un renforcement du contrôle de l'immigration. *La Padania*, l'organe de presse de la *Ligue du Nord*, fait le lien entre les bombes et l'immigration musulmane et la nécessité de mieux contrôler l'immigration. Le *Corriere della Sera* publie un article d'Oriana Fallaci sur les attentats de Londres, expliquant que l'Europe est devenue «l'Eurabia» car elle a choisi de fermer les yeux face à «l'invasion des musulmans»¹⁷⁴. Un autre quotidien, *Libero*, imprime une interview d'O. Fallaci sur une chaîne de télévision polonaise, où elle réaffirme ses convictions personnelles¹⁷⁵. Cependant, d'autres médias défendent l'idée d'un débat public ouvert sur les attentats, en offrant aux représentants de la communauté musulmane une tribune pour présenter leur vision sur les moyens de promouvoir la cohésion sociale et d'infléchir l'impact négatif des attentats terroristes¹⁷⁶.

En **Lettonie**, après une dépêche sur les exigences des terroristes concernant le retrait des forces armées d'Iraq¹⁷⁷, l'agence de presse nationale LETA publie le commentaire du directeur adjoint de l'office de protection de la Constitution, expliquant qu'il n'existe pas de groupes islamistes radicaux dans les pays Baltes et que les musulmans nationaux sont pleinement intégrés à la société¹⁷⁸.

Dans les semaines qui suivent les événements de Londres, les médias en **Lituanie** traitent de thèmes proches et notamment de la prévention contre les risques d'attentats, des problèmes de l'immigration dans l'UE et de la situation des musulmans dans les pays européens. En août, l'agence de presse BNS est à l'initiative d'un sondage d'opinion sur la manière dont est perçue la menace terroriste¹⁷⁹. Parmi les personnes interrogées, 19% considèrent qu'il existe une réelle menace de «terrorisme islamiste» en Lituanie. Toutefois, elles estiment à la majorité, soit 45,8%, que la menace est bien réelle mais qu'il y a peu de chances que des attentats aient lieu en Lituanie.

¹⁷³ *Irish Times*, 15.07.2005.

¹⁷⁴ Fallaci Oriana: «*Il nemico che trattiamo da amico*» (Cet ennemi que nous traitons en ami), *Corriere della Sera*, 16.07.2005.

¹⁷⁵ «*Intervista concessa da Oriana Fallaci a Padre Andrzej Majewski, caporedattore della televisione pubblica polacca (Telewizja Polka)*», in: *Libero* (14.08.2005).

¹⁷⁶ Aly Baba Faye: «*Il nostro grido di islamici contro i terroristi*» (Nos pleurs de musulmans contre les terroristes), *l'Unità*, 26.07.2005. Voir aussi: Hamza Roberto Piccardo: «*Noi, islamici d'Occidente*» (Nous, les musulmans occidentaux), *il Manifesto*, 15.07.2005

¹⁷⁷ «*Teroristi draud Latvijai*», in: *National News Agency LETA*, (20.07.2005)

¹⁷⁸ Sloga, G. (2005) «*Teroristi draud Latvijai*», in: *Diena*, (20.07.2005), p. 6

¹⁷⁹ Sondage réalisé du 24 au 28.08.2005 et publication des résultats le 21.09.2005 sur DELFI, «*Islamo terorizmo grėsmė - reali, bet mažai tikėtina, mano dauguma lietuvių*», sur <http://www.delfi.lt/archive/print.php?id=7532516> (21.09.2005)

Au **Luxembourg**, le journal *Luxemburger Wort* fait clairement la distinction entre musulmans et terroristes et appelle l'opinion publique à ne pas se laisser influencer par une poignée d'individus qui cherchent à faire endosser la responsabilité des événements à des citoyens musulmans ordinaires.

Aux **Pays-Bas**, les événements sont couverts de manière équilibrée dans les grands quotidiens et à la télévision. Celle-ci diffuse un film de la BBC, qui est très important aussi pour les Néerlandais car l'on y entend un double message fort: celui de la communauté musulmane britannique, qui condamne les attentats, et du Premier ministre Tony Blair et du maire de Londres Ken Livingstone, qui qualifient clairement les poseurs de bombe de criminels qui ne représentent pas la communauté musulmane. Les médias s'attachent en priorité aux mesures de sécurité, aux liens possibles avec al-Qaïda et au fait que les auteurs des attentats de Londres sont des Britanniques (de même que le meurtrier du cinéaste Theo Van Gogh aux Pays-Bas). Une semaine après les attentats, l'attention des médias se porte sur le procès du meurtrier du réalisateur.

En **Pologne**, les comptes rendus dans les médias sont dans un premier temps purement informatifs en ce qui concerne les victimes et la progression de l'enquête criminelle. Dans un second temps, on trouve des articles commentant plus largement les événements et félicitant les autorités britanniques pour leur réaction, ainsi que des analyses sur la menace actuelle en Pologne et le niveau de préparation aux tentatives d'attentats, les causes du terrorisme, les liens entre les attentats et l'intervention en Iraq, les mesures de sécurité et les moyens de lutte contre la terreur, les restrictions admissibles aux droits et libertés civils face au terrorisme et la situation des minorités musulmanes en Europe. Les médias diffèrent fondamentalement dans leur manière de relater les événements, les uns étant les tenants de l'idée d'un «conflit des civilisations» («La guerre sainte contre le Jihad») ¹⁸⁰, «L'état de siège» ¹⁸¹, les autres étant partisans de la nécessité de préserver le pluralisme et la tolérance. Des cas d'articles xénophobes et de discours d'incitation à la haine sont relevés. Après la seconde vague d'attentats à Londres, les médias prennent un tour plus agressif vis-à-vis des musulmans, avec des titres comme «Ils veulent nous détruire» ¹⁸², «Faut-il mettre les musulmans dehors?» ¹⁸³ ou encore, «New York, Madrid, Londres: le génocide du 21^e siècle» ¹⁸⁴.

Au **Portugal**, certains médias établissent un lien direct entre les attentats et les droits qui sont conférés aux communautés musulmanes au Royaume-Uni et dans certains pays européens et préconisent de renforcer les contrôles ¹⁸⁵. D'autres préfèrent insister sur la nécessité de mieux soutenir les efforts pour renforcer le

¹⁸⁰ Ostrowski, M. (2005) «Święta wojna z džihadem?», [La guerre sainte contre le Jihad], *Polityka*, (23.07.2005), pp. 22-25

¹⁸¹ Ostrowski, M. (2005) «Stan oblężenia», [L'état de siège], in: *Polityka*, (30.07.2005), pp. 22-24

¹⁸² *Newsweek*, (31.07.2005).

¹⁸³ *Polityka*, (23.07.2005).

¹⁸⁴ *Wprost, Special Edition*, (17.07.2005).

¹⁸⁵ http://dn.sapo.pt/2005/07/17/editorial/o_inimigo_dentro_casa.html (31.08.05) or <http://www.correiodamanha.pt/noticia.asp?id=166234&idCanal=93> (31.08.05)

dialogue et la tolérance sur des questions touchant les communautés musulmanes et l'islam et pour sauvegarder les libertés civiles et les droits sociaux¹⁸⁶.

En **Slovaquie**, les médias couvrent abondamment les événements. La plupart des commentaires qualifient les auteurs des attentats «d'extrémistes islamistes» ou «d'islamistes», mais certains s'efforcent de ne pas établir de lien direct entre les terroristes et la communauté musulmane ou l'islam. La situation en Iraq et en Afghanistan est souvent invoquée comme facteur contribuant à la menace terroriste. Un sondage, réalisé par Markant pour le compte du quotidien *SME*, établit que 40% des personnes interrogées estiment que la principale cause du terrorisme tient à «la politique étrangère agressive de certains pays occidentaux» ; dans le même temps toutefois, 40% des personnes interrogées imputent le terrorisme au fanatisme religieux ou idéologique et 8,2% considèrent que la pauvreté en est la cause¹⁸⁷. Au début du mois d'octobre, *SME* publie les résultats d'une autre enquête d'opinion représentative sur la manière dont la population slovaque perçoit l'islam et les musulmans¹⁸⁸. 40,9% des personnes interrogées répondent qu'elles ont une plus mauvaise image de l'islam que des autres religions. Pour 41,7% des personnes interrogées, l'islam est équivalent à n'importe quelle autre religion¹⁸⁹. À la question «Accepteriez-vous que l'on construise une mosquée à proximité de chez vous ?», 12,2% répondent «oui», 61,5% répondent «non» tandis que 26,3% ne se prononcent pas.

En **Espagne**, les médias s'attachent surtout aux causes et aux effets potentiels des attentats. Selon les organisations musulmanes contactées par le PFN, la couverture par les médias n'a pas porté préjudice à la communauté musulmane, à quelques exceptions près¹⁹⁰. Les principaux médias, et en particulier le quotidien *El País* et les médias appartenant au groupe PRISA, s'efforcent de ne pas faire d'amalgame entre terrorisme et islam. Cependant, les grands journaux s'abstiennent de publier les déclarations publiques des organisations musulmanes représentatives condamnant le terrorisme.

En **Suède**, la couverture par les médias est généralement pondérée et étayée par des déclarations modérées de la part des leaders d'opinion et des hommes politiques. Les médias ne parlent quasiment pas de restrictions à l'immigration des musulmans ou de responsabilité des communautés musulmanes dans le terrorisme. Les représentants de la communauté musulmane se voient offrir une tribune. La possibilité que des groupuscules musulmans et des particuliers financent des actes

¹⁸⁶ <http://dn.sapo.pt/2005/07/09/opiniao/maniqueismo.html> (31.08.05) or http://dn.sapo.pt/2005/07/13/opiniao/a_europa_contra_o_terrorismo.html (31.08.05)

¹⁸⁷ *SME*, 11.07.2005, «*Ludia: Za terorizmus môže agresívna politika*», <http://www.sme.sk/clanok.asp?cl=2292126> (19.07.2005)

¹⁸⁸ *SME*, 3.10.2005, «*Na Slovensku moslimov a mešity ľudia nechcú*», http://www.sme.sk/clanok_tlac.asp?cl=2406290

¹⁸⁹ *SME*, 3.10.2005, «*Islam*», http://www.sme.sk/clanok_tlac.asp?cl=2406353

¹⁹⁰ Informations fournies par téléphone respectivement par Mansur Escudero, secrétaire général de la *Comisión Islámica de España* (22.07.2005), par Riay Tatary, président de l'UCIE (22.07.2005), par Abdennur Prado, secrétaire général de la *Junta Islámica* (22.07.2005) et par Yusuf Fernández, porte-parole de la *Federación Española de Entidades Religiosas Islámicas* (FEERI) et directeur de *Webislam* (25.07.2005)

terroristes ou soient prêts à les accomplir est parfois évoquée. Le quotidien *Dagens Nyheter* publie un article sur l'idée qu'il appartient aux membres de la communauté musulmane «d'empêcher que leur religion soit confisquée et reprise à leur compte par des individus qui préfèrent la mort à la vie»¹⁹¹. *Svenska Dagbladet* attribue le recrutement de terroristes dans les communautés musulmanes d'Europe aux insuffisances de la politique d'intégration et à la discrimination¹⁹². *Aftonbladet* parle également de la discrimination et du racisme comme étant le terreau du terrorisme, en précisant qu'une «politique étrangère agressive» et l'islamophobie ne feront qu'alimenter le risque d'attentats terroristes¹⁹³. *Expressen* qualifie de «pervertie» l'interprétation que font les terroristes de l'islam¹⁹⁴.

2.5. EXEMPLES D'INITIATIVES DES PRINCIPAUX ACTEURS DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UE (gouvernement, organisations musulmanes et ONG) POUR LUTTER CONTRE L'ISLAMOPHOBIE ET RENFORCER LA COHÉSION

Les événements de Londres ont impulsé de nouvelles initiatives et en ont renforcé d'autres, en particulier dans les États membres à forte présence musulmane. Même s'il est difficile et un peu trop tôt pour évaluer l'impact des attentats du 7 juillet et leurs conséquences, il semble que certaines propositions d'approfondissement du dialogue entre les communautés musulmanes et l'État ou du dialogue interconfessionnel aient trouvé un nouvel élan. Ainsi en Italie, où une initiative gouvernementale visant à instituer un conseil consultatif des musulmans a été rapidement mise en place dans le sillage des événements du 7 juillet. L'Allemagne est en train de renforcer la coopération entre l'État et les communautés musulmanes sur les questions de sécurité. De même, les organisations musulmanes lancent de nouvelles initiatives illustrant leur détermination à soutenir l'intégration de toutes les communautés et à lutter contre la radicalisation de certains de leurs membres. En Suède par exemple, le conseil musulman a décidé de proposer des cours d'éducation civique aux imams.

Sont donnés ci-après quelques exemples concernant certains pays, tels qu'ils ont été relatés par les PFN.

En **Autriche**, la communauté des fidèles musulmans envisage de tenir une seconde conférence européenne des imams en janvier 2006, axée sur le fondamentalisme et le terrorisme¹⁹⁵. Plusieurs initiatives de dialogue engagées avec la communauté des

¹⁹¹ *Dagens Nyheter* (22.07.2005)

¹⁹² *Svenska Dagbladet* (14.07.2005)

¹⁹³ *Aftonbladet* (15.07.2005)

¹⁹⁴ *Expressen* (07.07.2005)

¹⁹⁵ Interview avec Andrea Saleh (27.07.2005)

fidèles musulmans seront poursuivies, notamment en ce qui concerne les interventions en milieu scolaire¹⁹⁶.

Au **Danemark**, le Premier ministre rencontre 19 représentants de la communauté musulmane dont des imams, le 20 septembre, pour engager un dialogue sur l'intégration et la lutte contre le terrorisme¹⁹⁷. L'implication des imams fait l'objet de beaucoup de débats et pose le problème du rôle de la religion en politique. En collaboration avec d'autres organisations musulmanes, la communauté islamique prend l'initiative d'organiser une conférence sur la lutte contre le terrorisme, le 24 septembre¹⁹⁸. Cette conférence, intitulée «Sécurité et coopération», a pour objectif principal d'adresser un message clair à la communauté musulmane et à la population tout entière, disant que l'islam rejette le terrorisme¹⁹⁹.

En **France**, entre les 11 et 13 septembre, la ville de Lyon accueille la 19^e rencontre internationale annuelle de la Communauté catholique Sant'Egidio²⁰⁰. Cette rencontre a pour objet de forger des liens solides et de trouver un terrain d'entente entre les différentes confessions en discutant de la paix. Les responsables religieux évoquent également les moyens permettant de faire la part des choses entre religion et guerre. Le président du Conseil français du culte musulman, Dalil Boubakeur, figure parmi les participants, de même que le ministre français de l'intérieur Nicolas Sarkozy et l'ancienne ministre et présidente du Parlement européen Simone Veil. Le gouvernement français appuie financièrement cette rencontre.

En **Allemagne**, les représentants des organisations musulmanes appellent à une intensification du débat au sein de la communauté musulmane sur l'obligation religieuse de respecter la Constitution et sur les dangers d'une mauvaise interprétation du Coran. L'idée d'un renforcement du débat est également reprise par le directeur général des affaires intérieures de Berlin²⁰¹. Salim Abdullah, de l'organisation *Islam-Archiv*, presse le gouvernement allemand de convoquer les représentants de la communauté musulmane à des réunions conjointes²⁰². Les organisations musulmanes comme le conseil central des musulmans d'Allemagne (ZMD) déplorent le manque de cohérence de la politique à long terme en faveur des musulmans en Allemagne et invitent les hommes politiques et les leaders d'opinion à se rendre dans les mosquées pour améliorer les relations entre musulmans et non musulmans²⁰³.

¹⁹⁶ Informations fournies par l'organisation de la communauté des fidèles musulmans en Autriche, septembre-octobre 2005.

¹⁹⁷ Site web du parti politique «Venstre»,
[http://www.venstre.dk/index.php?id=rss2feed&no_cache=1&tx_ttnews\[tt_news\]=359&tx_ttnews\[backPid\]=301&cHash=532b43f3f9](http://www.venstre.dk/index.php?id=rss2feed&no_cache=1&tx_ttnews[tt_news]=359&tx_ttnews[backPid]=301&cHash=532b43f3f9) (29.09.2005)

¹⁹⁸ <http://www.dr.dk/pubs/nyheder/template/printarticle.jhtml?sectionID=6&articleID=265936&publicationID=1> (28.07.2005)

¹⁹⁹ www.wakf.com (29.09.2005)

²⁰⁰ <http://www.santegidio.org/EN/ecumenismo/uer/2005/programma.htm> (06.10.2005)

²⁰¹ *Tagesspiegel* online (09.07.2005)

²⁰² *Westfalenpost* (20.07.2005)

²⁰³ *taz* NRW (09.07.2005), p. 1

Le secrétariat d'État à la protection de la loi fondamentale de Berlin suggère d'impliquer les communautés musulmanes dans la lutte contre le terrorisme. Un «numéro téléphonique confidentiel» va être mis en place pour pouvoir signaler des agissements terroristes ou extrémistes, y compris en arabe ou en turc²⁰⁴.

Le 22 septembre, les deux grandes fédérations musulmanes, le ZMD et la DITIB, ainsi que des hauts représentants de l'office fédéral de la police criminelle (BKA), le secrétariat d'État à la protection de la loi fondamentale et ses délégations régionales tiennent une réunion de haut niveau pour discuter de nouvelles modalités de coopération. Ils approuvent l'idée de constituer un groupe de travail réunissant des représentants de la communauté musulmane et les services allemands de sécurité. Ce groupe de travail a pour mandat d'identifier des domaines de coopération et d'élaborer des propositions communes pour mettre en place des mesures permettant d'instaurer la confiance. Ces mesures pourraient inclure un renforcement du dialogue entre les mosquées et les services de police locaux, l'échange réciproque d'informations et la mise en place d'agents de liaison dans les services de police et les communautés musulmanes. Le groupe de travail devrait présenter ses premiers résultats d'ici à la réunion de décembre 2005. Deux autres grandes organisations musulmanes, Milli Görüs et le conseil islamique (*Islamrat*), n'ont pas été invitées à participer à cette réunion et leurs représentants expriment leur désaccord avec cette forme de coopération.

En **Italie**, les responsables de la grande union des communautés et organisations islamiques d'Italie (UCOII) font état de réactions et d'initiatives positives à l'égard des musulmans, à l'instar de la municipalité de Florence qui a promis de soutenir la construction d'une mosquée.

Le ministre de l'intérieur met en place le conseil consultatif des musulmans, un nouvel organe chargé de conseiller le ministère et de faire des propositions relativement à l'intégration et à l'islam. Ce conseil réalisera une étude dans le but de mieux connaître la situation des communautés musulmanes vivant en Italie. Il fera également des propositions en matière d'intégration. Ses membres seront nommés par le ministre de l'intérieur et seront choisis parmi des personnes de confession et de culture islamiques, qu'elles représentent ou non l'une des nombreuses organisations musulmanes ou qu'elles en soient membres ou non²⁰⁵. Les réactions des organisations concernées à cette annonce sont peu nombreuses, car il semble qu'elles attendent que soit publiée la liste des membres composant ce conseil. Il reste à voir si ce dernier, une fois constitué, pourra signer un protocole d'accord officiel avec l'État, semblable aux protocoles existant entre l'État et d'autres confessions.

Aux Pays-Bas, le discours politique évolue et passe des mesures antiterroristes à celles permettant de lutter contre la radicalisation de la jeunesse musulmane. Le gouvernement publie deux rapports sur le radicalisme et la radicalisation. Le

²⁰⁴ *Berliner Morgenpost* (22.07.2005); *taz* Berlin (22.07.2005), p. 21

²⁰⁵ Italie / ministère de l'intérieur (2005), «*Nasce la consulta dell'Islam italiano*», communiqué de presse, 10.09.2005, disponible sur <http://www.interno.it/news/articolo.php?idarticolo=21310> (28.09.2005).

premier rapport d'orientation analyse la situation aux Pays-Bas et les conditions dans lesquelles la radicalisation s'opère, et définit une vaste stratégie gouvernementale de lutte contre le radicalisme et la radicalisation – ainsi que des perspectives pour enrayer «l'extrémisme islamique»²⁰⁶. Le rapport définit trois stratégies: la première consiste à renforcer les liens avec la société néerlandaise, en particulier chez les groupes perméables aux idées radicales; la deuxième à donner à la société les moyens d'agir, c'est-à-dire à développer ses défenses pour que les individus comme les communautés soient en mesure de s'opposer à l'extrémisme qui les frappe ou aux prosélytes qui cherchent à les enrôler; la troisième enfin, à intervenir de manière efficace par un recours créatif aux mesures judiciaires et administratives existantes. Parmi ces mesures figurent la criminalisation de l'apologie de la violence et la répression des discours terroristes et des discours d'incitation à la haine sur l'internet.

Le second rapport est un programme d'action comprenant au total 32 actions et projets concrets visant à prévenir les processus de radicalisation²⁰⁷. Les actions ciblent en priorité les jeunes jugés vulnérables aux influences radicales. Aussi divers volets de ce programme sont-ils destinés à apporter une information et une aide aux parents, aux chefs spirituels, aux éducateurs de jeunesse et aux enseignants. Les projets sont menés en collaboration avec des partenaires comme le conseil consultatif national des minorités, la fédération CMO, le comité de liaison entre les musulmans et le gouvernement et le CGI (*Contactgroep Islam*).

En **Pologne**, la ligue musulmane organise des lectures de communiqués dénonçant les agressions contre des centres religieux dans les villes polonaises²⁰⁸. Le 15 septembre, la ligue musulmane annonce la publication d'une déclaration des musulmans, dont l'objectif est de fixer des normes et de constituer une source de connaissances pour les musulmans vivant en Pologne. Ce texte vise également à promouvoir les échanges, la compréhension et le respect mutuels avec la société polonaise en général. Selon ses auteurs, cette «déclaration est un programme général qui poursuit un double but: exercer un impact positif sur les musulmans de Pologne, qui doivent être une richesse pour la société polonaise, et faciliter les contacts avec le monde non européen de l'islam, mais uniquement avec ceux qui s'abstiennent de tout comportement extrémiste».

La 6^e convention Gniezno se déroule du 16 au 18 septembre et se veut être un forum de dialogue œcuménique et interconfessionnel, placé sous le mot d'ordre «Une Europe du dialogue: être chrétien dans une Europe plurielle». La convention traite du dialogue interreligieux, notamment avec l'islam et le judaïsme²⁰⁹. Des

²⁰⁶ Ministère de la justice des Pays-Bas (2005), «*Nota radicalisme en radicalisering*». Voir aussi la stratégie générale du gouvernement pour lutter contre le radicalisme et la radicalisation sur: http://www.minjus.nl/english/press/press_releases/archive/archive_2005/50823broad_government_anti_radicalism_and_radicalisation_approach.asp (03.10.2005)

²⁰⁷ Ministère de l'intégration et de l'immigration des Pays-Bas (2005), «*Nota Weerbaarheid en Integratiebeleid*». Voir aussi le programme d'action pour prévenir la radicalisation sur: http://www.minjus.nl/english/press/press_releases/archive/archive_2005/50707action_programme_to_prevent_radicalisation.asp (03.10.2005)

²⁰⁸ Informations transmises par le PFN par un courriel du 29.07.2005

²⁰⁹ <http://www.euroforum.pl/euroforum-en/?MID=9454>

représentants des Églises chrétiennes, des communautés juives et musulmanes et d'autres groupes confessionnels y participent, de même que des hommes politiques. Une réunion de prière commune est organisée entre fidèles des grandes religions monothéistes, judaïsme, christianisme et islam. Selon le mufti polonais Tomasz Miśkiewicz, cet événement a contribué à améliorer l'image des musulmans dans les articles de presse et dans les contacts interpersonnels²¹⁰. L'opinion juge important que l'Église catholique, dont l'autorité est si forte en Pologne, ait été coorganisatrice de cet événement.

Lors d'un récent débat télévisé en **Slovaquie**, Abdul Wahab Al-Sbanaty, représentant de la communauté musulmane, estime que des actions éducatives ciblées, organisées par les pouvoirs publics, pourraient être un moyen d'empêcher que les jeunes ne se radicalisent²¹¹.

En **Espagne**, le Premier ministre Jose Luis Rodriguez Zapatero avait proposé à l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre 2004, de créer une «alliance des civilisations» entre les pays occidentaux et le monde arabe²¹². Le 15 juillet 2005, l'ONU adopte cette proposition et va mettre en place un groupe d'experts, dont la mission sera de faire des propositions pour empêcher que les liens entre les différentes cultures ne se détériorent et pour surmonter les divisions et lutter contre l'extrémisme.

En **Suède**, le ministre de l'Intégration Jens Orback organise une rencontre avec les représentants des organisations musulmanes afin d'évoquer la situation des musulmans en Suède et d'entendre leurs points de vue sur une éventuelle radicalisation de certains membres de leur communauté²¹³. Le conseil des musulmans de Suède décide de proposer des cours d'éducation civique aux imams et d'organiser des séminaires sur l'extrémisme, le terrorisme et l'islam.

²¹⁰ Interview du 6/10.2005

²¹¹ Télévision slovaque (STV), 14.07.2005 «Moslimovia na Slovensku», <http://archiv.stv.sk/tvarchiv/video/?video=12029> (26.07.2005)

²¹² <http://www.elmundo.es/elmundo/2004/09/22/internacional/1095810596.html> (26.07.2005)

²¹³ *Dagens Nyheter* (24.09.2005)

Conclusions

Le présent rapport dresse l'inventaire des initiatives adoptées pour prévenir les incidents antimusulmans et prendre des engagements avec la communauté musulmane, à la suite des attentats de juillet. Il est primordial que ces initiatives s'inscrivent dans le cadre d'une politique globale de l'inclusion sociale et de mesures de lutte contre les discriminations et qu'elles fassent l'objet d'un suivi, de façon qu'elles atteignent des objectifs durables et qu'elles abordent des questions primordiales, bénéfiques pour la société tout entière. Il est également important de dire que ces mesures poursuivent des objectifs autonomes, qui vont au-delà de la prévention de l'extrémisme²¹⁴.

S'inspirant de ses précédents rapports sur les communautés musulmanes dans l'UE²¹⁵, l'EUMC présente quatre grandes conclusions visant à appuyer l'élaboration des politiques en faveur de ces communautés.

Conclusions pour les États membres et les Institutions européennes

L'une des leçons tirées des attentats de Londres est que la rapidité de réaction des gouvernements, des services de police et des responsables politiques est décisive pour empêcher la survenue d'incidents et d'agressions à l'encontre des minorités et leur escalade. Dans le cadre de ces efforts de soutien à la cohésion intercommunautaire à long terme,

1. les membres du gouvernement, les autorités policières, les responsables politiques et les grands leaders d'opinion doivent indiquer une direction politique déterminante, éviter les généralisations et poursuivre l'essentiel de l'excellent travail entrepris depuis les attentats de Londres. Les gestes politiques positifs concernant l'islam et l'instauration d'un dialogue avec les représentants des communautés musulmanes – reposant sur le respect des droits de l'Homme – ne doivent pas avoir lieu seulement en période de résurgence des tensions. Ces gestes politiques permettront de fixer la ligne pour les médias et d'éviter les stéréotypes négatifs sur les musulmans.

²¹⁴ Dans une communication adoptée le 21 septembre 2005, la Commission européenne a présenté des actions et des recommandations destinées à compléter et à appuyer les efforts nationaux actuels pour lutter contre la «radicalisation violente» et prévenir «les recrutements potentiels de terroristes». La Commission fait remarquer que les politiques d'intégration peuvent «accessoirement» prévenir la radicalisation violente, tout en soulignant que ce sont des politiques autonomes. Pour plus de précisions, voir:
<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/05/329&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

²¹⁵ Entre autres: «*Summary Report on Islamophobia in the EU after 11 September 2001*», http://eumc.eu.int/eumc/material/pub/anti-islam/Synthesis-report_en.pdf; «*Situation of Islamic Communities in five European Cities*», http://eumc.eu.int/eumc/material/pub/islamic_com/islamic_com-EN.pdf

Les initiatives positives permettant d'intensifier le dialogue avec les communautés musulmanes nécessitent d'être institutionnalisées et d'avoir un partenaire capable de représenter véritablement les besoins de la communauté. Les États membres et les institutions européennes doivent:

2. encourager et favoriser la participation active des communautés musulmanes aux procédures institutionnelles d'élaboration politique et les intégrer dans des canaux de discussion plus informels à l'échelon européen, national et local. Les États membres et les institutions européennes doivent rechercher les moyens d'aider les communautés musulmanes à s'organiser elles-mêmes par le développement institutionnel et politique.

Les communautés vulnérables doivent avoir la certitude que les autorités prennent au sérieux leurs expériences en matière de victimisation. À cet effet, il est de la plus extrême importance que les services de police dans les États membres:

3. encouragent le signalement des incidents à caractère raciste, réagissent immédiatement aux signes de tensions en multipliant les interventions de maintien de l'ordre auprès des communautés visées et assurent une aide adaptée aux victimes de crimes racistes. Le droit pénal doit considérer les motivations à caractère racial comme des circonstances aggravantes afin de garantir des procédures d'enquête complètes et une sanction appropriée des crimes de cette nature.

Il convient de s'attaquer au problème de la marginalisation sociale et à la pratique de la ségrégation. Les politiques qui luttent contre la marginalisation des minorités et favorisent l'inclusion sociale doivent devenir des priorités. L'accès à l'éducation (y compris à l'éducation religieuse) et la discrimination dans l'emploi, en particulier, méritent que l'on approfondisse la réflexion. Lorsque ces mesures n'ont pas encore été prévues, les États membres:

4. doivent mettre en place des procédures de suivi pour évaluer les avancées en matière d'inclusion sociale et faire savoir clairement à toutes les communautés que les efforts de lutte contre les discriminations sont prioritaires. Les mesures qui vont à l'encontre de la marginalisation des communautés minoritaires doivent avoir la priorité.

Mécanismes de suivi:

L'EUMC reconnaît qu'il faudrait une période d'enquête plus longue pour évaluer plus précisément les effets de l'action des pouvoirs publics, des initiatives des organisations musulmanes et des services de police et l'efficacité des mécanismes intercommunautaires.

Par conséquent, L'EUMC:

- continuera de recueillir des faits et des chiffres sur la situation des communautés musulmanes dans l'UE,

- s'efforcera de repérer les bonnes pratiques en matière d'élaboration politique, susceptibles d'être pérennisées et de favoriser la cohésion intercommunautaire,
- préparera un rapport analytique complet sur ses conclusions, qui paraîtra en 2006.

Mission de l'EUMC

L'EUMC est une organisation en réseau apte à penser, agir et mettre en question.

Elle oeuvre dans tous les secteurs de la société pour l'égalité et la diversité,

ainsi que dans la lutte contre le racisme et la xénophobie dans l'Union européenne.

Organisation prestataire de services, l'Observatoire fonctionne en tant que réseau d'échange de connaissances et a pour vocation de créer des liens entre les instances concernées.

TK-72-05-104-FR-C

EUMC

Rahlgasse 3, A-1060 Vienna

Tel. (43-1) 580 30-0

Fax (43-1) 580 30-91

E-mail: information@eumc.eu.int

Internet: <http://eumc.eu.int>

ISBN 92-95008-96-0



9 789295 008960